

F O N D S M O N É T A I R E I N T E R N A T I O N A L



Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique de l'Ouest
AFRITAC de l'Ouest

Séminaire régional de haut niveau sur l'amélioration des analyses et prévisions macroéconomiques en Afrique de l'Ouest
25-26 juin 2015
Abidjan, Côte d'Ivoire

RAPPORT

Table des matières **Page**

LISTE DES ABREVIATIONS

AFRISTAT	Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
AFRITAC de l'Ouest/ AFW	Centre régionale d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest
BAD	Banque africaine de développement
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CBMT	Cadre budgétaire à moyen terme
CDMT	Cadre de dépenses à moyen terme
CNPE	Comité national de politique économique
CPC	Comité de prévision et de conjoncture
CEDEAO	Comité économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
COSED	Comité de suivi de l'économie et de développement
DGB	Direction générale du budget
DGD	Direction générale de la douane
DGEP	Direction générale de l'économie et de la planification
DGESS	Direction générale des études et statistiques sectorielles
DGI	Direction générale des impôts
FMI	Fonds monétaire international
GIZ	Organisme de Coopération allemande
ICD	Institut de développement des capacités du FMI
ICE	Indice du commerce extérieur
IAP	Instrument automatisé de prévision
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
MALT	Modèle de prévision économique à long terme
MQC	Modèles quasi-comptables
MEF	Ministère de l'économie et des finances
MEGC	Modèle d'équilibre général calculable
MOSAEC	Modèle sectoriel d'analyse de l'économie
MPR	Modèle de prévision des recettes
PAPM	Prévision et analyse de politiques macroéconomiques
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaire technique et financier
SCADD	Stratégies de croissance accélérée et de développement durable
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

I. POINTS SAILLANTS DU SEMINAIRE

POINT 1 : INTRODUCTION

L'AFRITAC de l'Ouest a organisé les 25 et 26 juin 2015 à Abidjan-Hôtel Ivotel, un séminaire régional de haut niveau sur l'amélioration des analyses et prévisions macroéconomiques dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Tous les directeurs généraux de l'économie, de la planification et/ou directeurs de la prévision économique des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest ont pris part aux travaux à l'exception du Benin. Y ont également participé, des représentants de la Banque Centrale de la République de Guinée, d'AFRISTAT, de la Commission de l'UEMOA, de l'Union européenne, du PNUD, de la BAD et de la coopération allemande (GIZ) (voir liste des participants en annexe F).

Cette rencontre avait pour but de permettre aux participants d'échanger sur les dispositifs publics d'analyses et de prévisions macroéconomiques dans la région, les besoins de renforcement, les initiatives en cours et les axes d'intervention possibles d'AFW.

De manière spécifique, il s'agissait de :

- Présenter les enjeux et les perspectives du volet analyse et prévision macroéconomiques d'AFW pour les pays de l'Afrique de l'Ouest ;
- Recenser les centres d'intérêt des administrations économiques et des partenaires techniques et financiers intervenant dans ce domaine afin de compléter le diagnostic préliminaire et d'assurer une cohérence et une complémentarité dans les interventions ;
- Partager et débattre sur les orientations retenues par le Centre dans le domaine.

Quatre temps forts ont marqué les travaux :

- la cérémonie d'ouverture présidée par Monsieur Tano N'grouma, Directeur de cabinet adjoint de Madame la Ministre auprès du Premier ministre de la Côte d'Ivoire chargée de l'économie et des finances, en présence de Monsieur Jean le Dem, Directeur de l'AFRITAC de l'Ouest, et de Monsieur Alain Feler, Représentant résident du FMI en Côte d'Ivoire. Dans leurs interventions respectives, ces personnalités ont insisté sur les enjeux que revêt l'amélioration des analyses et prévisions macroéconomiques pour la gouvernance économique des pays d'Afrique de l'Ouest et l'importance de renforcer les capacités des administrations dans ce domaine ;

- les présentations et discussions en quatre sessions plénières sur des thèmes relatifs aux cadres d'analyse macroéconomique conjoncturelle, aux outils de prévision macroéconomique à court terme, au dispositif de cadrage macroéconomique utilisé par le FMI dans les pays de la région et à la problématique des interrelations entre le cadrage macroéconomique et le cadrage budgétaire, et enfin aux dispositifs idoines d'élaboration et de simulation de politiques économiques dans le contexte des pays couverts par AFW ;
- les travaux en atelier sur l'identification des bonnes pratiques en matière de cadre institutionnel, d'outils et de ressources humaines dans le domaine de l'analyse et des prévisions macroéconomiques, les propositions des axes prioritaires d'intervention d'AFW et des autres partenaires dans ce domaine et l'opportunité de continuer a organiser de telle rencontre ; la synthèse de ces travaux a donné lieu à une déclaration des participants (voir section III) ;
- les échanges sur le diagnostic posé par AFW sur les besoins d'assistance technique et de développement des capacités en analyse et prévision macroéconomiques et ses modalités d'interventions ainsi que des expériences récentes et possibilités de synergies et de coordination d'AFRISTAT, de la Commission de l'UEMOA, de la BAD, du PNUD et de la coopération allemande dans ce domaine.

POINT 2 : DEROULEMENT DES TRAVAUX DU SEMINAIRE

Session introductive : Nouveaux enjeux des politiques macroéconomiques des pays d'Afrique de l'Ouest,

Monsieur Alain Feler, Représentant résident du FMI en Cote d'Ivoire a présenté brièvement les perspectives macroéconomiques récentes des dix pays couverts par AFW. Il s'est appesanti sur les facteurs de risque pesant sur les perspectives économiques à moyen terme de ces économies et recensées les facteurs de résilience restent importants dans la sous-région. Pour anticiper ces évolutions, il a indiqué qu'il conviendrait d'accroitre la prévisibilité des actions des pouvoirs publics notamment dans le cadre de l'élaboration, du suivi et de l'évaluation des politiques macroéconomiques.

Session 1 : **Cadres d'analyse macroéconomique conjoncturelle**

(i) ***Le suivi de la conjoncture au Burkina Faso : organisation, fonctionnement, et programme d'activités***

Cette communication, faite par M. Fidèle Bama, DGEP du Burkina Faso, a présenté l'architecture institutionnelle du Burkina en matière de suivi de la conjoncture et suscité le débat sur les cadres de coordination institutionnelle, stratégique et/ou technique à mettre en œuvre par les pays pour l'analyse macroéconomique conjoncturelle et structurelle.

(ii) ***Le suivi de la conjoncture économique dans les pays membres d'AFRITAC de l'Ouest : besoins des décideurs, responsabilités institutionnelles et qualité des publications***

Mme. Emilie Laffiteau, Expert macroéconomiste, AFRISTAT a explicité les besoins des Etats et des communautés économiques regionales en matière de données conjoncturelles. Elle a présenté une répartition des acteurs et des responsabilités institutionnelles en matière de production de ces informations ainsi qu'une liste des indicateurs et des publications conjoncturelles des pays membres d'AFRITAC de l'Ouest et leurs qualités. Elle a informé les participants sur les appuis et les recommandations d'AFRISTAT dans ce domaine.

Session 2 : **Outils de prévision macroéconomique à court terme**

(i) ***Appropriation d'un processus de cadrage macroéconomique à court terme : cas du modèle AYOROU***

Mme Falalou Fatimata, DPE, Niger, a présenté l'expérience récente de la révision du modèle macroéconomique de prévision à court terme, dénommé AYOROU. Ce processus a bénéficié de 2 types d'assistance technique. La première réalisée de 2012 à mi-2014 pendant des intervalles de temps (une à deux semaines) et la seconde en continue sur plus d'une année. L'appropriation étant un processus long qui nécessite un accompagnement continue, le deuxième type d'assistance technique a paru adapté au cas de la révision du modèle AYOROU.

(ii) De l'utilité des modèles quasi-comptables centrés sur les tableaux ressources-emplois

M. Emèdétèmin Nonfodji, DPEE, Commission de l'UEMOA, a décrit les modèles quasi-comptables (MQC) et leur utilité dans le contexte des pays membres d'AFW, qui pour la plupart dispose d'une maquette à jour ou en cours de révision. Ces MQC sont simples à élaborer et proches des comptes nationaux à travers le TRE qui constitue le module central. Peu sophistiqués, ils nécessitent néanmoins en amont la production de données performantes. Ils apparaissent comme des instruments utiles pour l'élaboration de cadrages macroéconomiques qui favorisent la discussion avec toutes les parties prenantes, notamment les bailleurs de fonds, tous les départements ministériels, les parlementaires et la société civile.

(iii) Les modèles de prévision des recettes : l'exemple des recettes douanières en Côte d'Ivoire

Pr. Keho Yaya, DGD, Côte d'Ivoire, le projet de modélisation des recettes douanière de la Côte d'Ivoire, son insertion dans le dispositif de la Direction générale de la Douane en termes de conduite du changement, les premiers résultats obtenus, surtout l'amélioration du dialogue avec tous les partenaires qui en découle et les perspectives d'amélioration du dispositif disponible.

Session 3 : Cadrages macroéconomiques, cadrages budgétaires et cadres de viabilité de la dette,

(i) Cadrage macroéconomique et programmation financière, comme outil de Prévision et d'Analyse de Politiques Macroéconomiques (PAPM)

M. Arend Kouwenaar, Consultant, ancien Chef de Mission au département Afrique du FMI a présenté le dispositif de cadrage macroéconomique utilisé par les équipes du FMI dans les pays membres d'AFW. Il l'a décrit comme outil de base essentiel ayant une performance prouvée, facile à gérer de façon décentralisée. Ce dispositif, peu maitrisé ou approprié par les administrations nationales, du fait des contraintes informatiques, pourrait néanmoins être construit sous une forme simplifiée dans chaque pays. Cette appropriation, en combinaison avec un meilleur partage d'information sur les hypothèses entre les services du pays et ceux du FMI, équiperait mieux les autorités dans les discussions avec le FMI et d'autres PTF.

(ii) Cadrage macroéconomique et cadrage budgétaire dans les pays de l'Afrique de l'Ouest

M. Severin Y. Kamgna, Conseiller résident AFW, a présenté les implications du nouveau cadre légal de gestion des finances publiques, notamment le code de transparence (pluri annualité budgétaire, calendrier de préparation du budget), et loi organique relative aux lois de finances (obligations de produire les DPBEP, DPPD et PAP) sur les dispositifs de cadrage macroéconomique et budgétaire. Il a démontré la nécessité d'adopter désormais un calendrier en matière de bouclage entre prévisions macroéconomiques et prévisions de finances publiques, de renforcer les capacités des services pour entreprendre les simulations sur l'interaction entre environnement macroéconomique et finances publiques, et améliorer la comparabilité des modèles et des hypothèses de prévision des DGE et des régies.

Session 4 : Elaboration et simulation de politiques économiques

(i) Quels dispositifs d'élaboration des stratégies de réduction de la pauvreté ou de développement durable ?

M. El Hadji Fall, Conseiller économique, PNUD Benin, a abordé la problématique de la pertinence des cadrages macroéconomiques utilisés pour l'élaboration des Stratégies de développement (SCRP, DSRP, SCADD, DPES). Ceux-ci ont un triple enjeu. Tout d'abord, assurer la soutenabilité du cadre macro par rapport aux orientations, objectifs et priorités de développement, articuler les priorités aux budgets-programmes et chiffrer les PAP pris en compte dans les scénarios. Pour démarche méthodologique cohérente, le lien entre la situation de référence, les politiques et les résultats attendus devrait être assuré.

(ii) Taxinomie des chocs macroéconomiques en Afrique de l'Ouest et prise en compte dans la formulation des programmes économiques

M. Severin Y. Kamgna, Conseiller résident AFW, a présenté une typologie des chocs affectant les pays AFW (sanitaires, sociopolitiques et sécuritaires, naturels, alimentaire et énergétique, financiers, lies aux fluctuations des cours des produits de base…). Il a indiqué que ceux-ci peuvent être regroupés selon leur origine, ou nature économique, systémique ou temporelle. Selon lui, dans le contexte des pays de l'Afrique de l'Ouest, en proie à de

multiples chocs exogènes, il convient de renforcer la capacité de prévention et/ou de réaction en se dotant d'outils de simulation d'impacts et d'analyse de sensibilité adéquat (ex-ante et ex-itinere) et d'évaluation d'impact (ex-post).

(iii) Les Modèles d'analyse d'impacts et de simulation des chocs de politique économique

Mme Anne Epaulard, Professeur à l'Université Paris-Dauphine a présenté une typologie des modèles macroéconomiques, les types de questions que l'on souhaite aborder avec ceux-ci, et le protocole d'utilisation des modèles. Pour elle, il conviendrait de disposer d'un modèle crédible auprès des décideurs de politiques économiques avec des résultats stables au cours du temps et une capacité des équipes à exposer l'essentiel des résultats de façon claire et précise. Une équipe optimale de gestion d'un modèle devrait être constituée de 3 personnes minimum sachant utiliser le modèle, renouvelées par tiers chaque année de façon à assurer la transmission et la pérennité de l'outil. De plus, la hiérarchie idéale pour cette équipe est quelqu'un ayant à un moment dans sa carrière été modélisateur mais surtout n'ayant pas passé toute sa carrière à faire / utiliser des modèles.

Aux termes des travaux, les participants ont adopté:

- une cartographie des besoins des pays et institutions couverts par AFW dans le domaine de l'analyse et des prévisions macroéconomiques ;
- une déclaration des participants sur les actions à mener pour l'amélioration de l'analyse et des prévisions macroéconomiques dans les pays couverts par AFW.

II. Cartographie des besoins des pays et institutions couverts par AFW dans le domaine de l'analyse et des previsions macroeconomiques

DISPOSITIFS	BEN	BFA	CIV	GIN	GNB	MLI	MRT	NER	SEN	TGO	BCM	BCRG	BCEAO	UEMOA
Coordination strategique (COSED, SP-CSP,…)														
Coordination technique (Comite PIB, Comite Cadrage)														
Suivi de la conjoncture														
Dispositif de collecte														
Supports/publications														
Cadrage macroeconomique														
à CT et MT														
à LT														
Cadrage budgetaire											-	-	-	-
Prevision des recettes fiscales interieures											-	-	-	-
Prevision des recettes douanieres											-	-	-	-
Modeles de simulation														
Etudes et Analyses d'impact														
Modele de programmation monetaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				-
Modele de surveillance multialerale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Ressources humaines														
effectif en nombre														
effectif en qualite														
Formations														

Priorite 1 — Dispositif inexistant a mettre en place,

Priorite 2 — Dispositif existant a redynamiser ou refondre en profondeur

Priorite 3 — Dispositif existant necessitant quelques ameliorations

Priorite 4 — Dispositif performant ou ayant été recemment reformé

III. DECLARATION DES PARTICIPANTS

REUNIS à l'initiative du Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest, AFRITAC de l'Ouest (AFW), les 25 et 26 juin 2015 à Abidjan,

CONVAINCUS du rôle crucial de l'analyse et des prévisions macroéconomiques pour la gouvernance économique,

CONSCIENTS des contraintes auxquelles ils font face, liées notamment à la qualité et la disponibilité des statistiques de base, à l'inadéquation des moyens matériels, financiers et humains à disposition, ainsi qu'à la forte mobilité des cadres,

Les Directeurs généraux de l'économie et les Directeurs de la conjoncture et de la prévision de neuf des 10 pays couverts par AFW, et les représentants de la Banque centrale de la République de Guinée, d'AFRISTAT, de la Commission de l'UEMOA, de l'Union européenne, du PNUD, de la BAD, de la coopération allemande, ont initié des échanges sur les meilleures pratiques en matière institutionnelle, d'outils et de ressources humaines dans le domaine de l'analyse et des prévisions macroéconomiques.

Ils ont convenu qu'il était important de:

- ***Procéder à une mise à niveau des cadres institutionnels***, notamment i) la création ou la formalisation des comités de cadrages macroéconomique et budgétaire avec une large participation des acteurs impliqués dans le processus d'élaboration de ces cadrages, ou la redynamisation de ceux qui existent, ii) la production des indicateurs conjoncturels (enquêtes d'opinion, indices, etc.) par les INS, et des analyses conjoncturelles et cadrages macroéconomiques par les directions/divisions de la Prévision, iii) la promotion d'un cadre formel de circulation d'informations entre les INS et les DP, iv) l'adoption de plans stratégiques pluriannuels pour l'analyse conjoncturelle et la prévision économique avec des plans d'action prioritaires de la direction/division de la prévision ainsi que du Comité de cadrages macroéconomique et budgétaire, et, v) la transparence et la diffusion des données et des outils afin de favoriser l'appropriation dans les administrations et l'émergence dans les pays d' une pluralité d'analyses dans les universités et le secteur privé pour un dialogue enrichi.

- ***Renforcer la pertinence des outils et dispositifs de suivi de la conjoncture et de cadrage macroéconomique***, par i) le développement des bases de données fiables, adéquates et régulières, ii) l'élaboration des indicateurs avancés de la conjoncture selon les normes internationales, iii) la construction de modèles macroéconomiques adaptés aux structures économiques, à la disponibilité des informations, et servant à des prévisions à court, moyen et long termes.

- ***Constituer progressivement une masse critique de personnel*** disponible pour l'appropriation et la capitalisation des efforts d'amélioration des dispositifs, avec un plaidoyer soutenu dans le domaine de la formation (initiale et continue) et du recrutement de profils spécifiques (statisticiens, macroéconomistes) et la mise en place de systèmes de rémunération compétitifs et de motivation permettant de limiter la mobilité des cadres dans le domaine.

A l'endroit de AFW et des autres partenaires techniques et financiers, ils ont recommandé i) une assistance à la production statistique et au traitement des données accrue, ii) un renforcement des capacités en techniques quantitatives et modélisation économique, iii) le développement des mécanismes d'appropriation des processus et l'élaboration de guides méthodologiques en analyse conjoncturelle et en prévision économique, et, iv) un plaidoyer pour le soutien des Etats à l'analyse conjoncturelle et à la prévision économique.

Enfin, les participants ont encouragé AFRITAC de l'Ouest à organiser des rencontres similaires, une fois par an, pour une durée de 2 à 3 jours pour promouvoir les échanges de bonnes pratiques et des expériences des acteurs du domaine.

IV. Annexes

A. Exposés

Session introductive

Nouveaux enjeux des politiques macroéconomiques des pays d'Afrique de l'Ouest, Présentateur : M. Alain Feler, Représentant Résident FMI, Côte d'Ivoire

Monsieur Feler a présenté brièvement les perspectives macroéconomiques récentes des dix pays couverts par AFW. Il a noté qu'elles demeurent robustes avec des taux de croissance se situant en 2014-2015 autour de 6 % dans l'UEMOA, tirée par la Cote d'Ivoire, 1,1 % en Guinée et 4,5 % en Mauritanie.

Il s'est appesanti sur les facteurs de risque pesant sur les perspectives économiques à moyen terme de ces économies. Ceux-ci ont trait au niveau d'endettement des pays, à la forte dépendance des économies par rapport aux exportations de matières premières, notamment du pétrole et des mines, et à l'instabilité de l'environnement international. La crise sanitaire dans un des pays couverts (Guinée), les menaces sécuritaires et l'attentisme de certains investisseurs en raison de potentielles tensions sociopolitiques à l'approche des échéances électorales, bien que mineures, sont également des facteurs à prendre en compte.

Malgré cela, les facteurs de résilience restent importants dans la sous-région, avec notamment des perspectives favorables dans les secteurs miniers, un redressement de la demande globale avec la poursuite des investissements dans les infrastructures. Pour anticiper ces évolutions, il conviendrait de disposer de bonnes prévisions macroéconomiques nationales et sous-regionales. Celles-ci permettrait d'accroitre la prévisibilité des actions des pouvoirs publics notamment dans le cadre de l'élaboration, du suivi et de l'évaluation des politiques macroéconomiques, y compris dans le cadre du suivi des programmes avec le FMI et des consultations au titre de l'Article 4.

Session 1 : Cadres d'analyse macroéconomique conjoncturelle

Modérateur : Professeur Bamba N'Galadjo, Conseiller MEF Côte d'Ivoire

Le suivi de la conjoncture au Burkina Faso : organisation, fonctionnement, et programme d'activités

Présentateur : M. Fidèle Bama, DGEP, Burkina Faso

Introduction

La conjoncture est une situation générale de l'économie d'un pays à un moment donné et désigne en particulier ce qui est changeant ou susceptible de se modifier à court terme. Le suivi de la conjoncture est un exercice qui vise à travers l'analyse des indicateurs à anticiper l'évolution de l'économie à court terme, et de permettre la mise en œuvre de politiques économiques ou monétaires adaptées, visant à tenter d'en corriger la tendance. Ces indicateurs statistiques (production industrielle, l'inflation, le taux de chômage, etc..) infra-annuels, généralement mensuels ou trimestriels permettent d'apprécier son évolution.

Au Burkina Faso, le suivi de la conjoncture se fait à travers la publication périodique d'un certain nombre de produits (note de conjoncture).

Pour ce faire, un dispositif institutionnel a été mis en place pour faciliter le suivi de la conjoncture. L'objectif de la présente communication est de présenter l'architecture institutionnelle de Burkina en matière de suivi de la conjoncture et susciter le débat sur les cadres de coordination institutionnelle, stratégique et/ou technique à mettre en œuvre par les pays pour l'analyse macroéconomique conjoncturelle et structurelle.

1- Organisation du suivi de la conjoncture au Burkina Faso

Le suivi de la conjoncture fait l'objet d'un intérêt particulier de la part des décideurs au regard des évolutions économiques et des préoccupations des populations (vie chère, suivi des troubles sociaux).

- **Les besoins des décideurs:**

  - ❖ En matière de suivi de la conjoncture:
    - disposer de l'information économique et sociale en temps réel sur l'évolution de l'économie nationale;
    - dégager les enseignements à tirer et les propositions de mesures à mettre en œuvre afin de mieux orienter la prise de décision.
    - nécessité de disposer d'informer sur l'évolution de l'économie pour mieux communiquer avec la population
    - NB: Besoin d'informations de plus en plus important de la part des populations (OSC, ONG, presse, PTF)

  - ❖ En matière de Prévision:
    - avoir le profil sur la situation économique pour mieux :

- orienter les choix stratégiques, notamment en matière d'élaboration du budget;
- nourrir les discussions avec les partenaires techniques et financiers le Fonds Monétaire International (FMI);
- alimenter les débats en commissions budgétaires au sein du MEF ;
- orienter les débats à l'Assemblée Nationale autour du projet de Loi de finances.

- ***La présentation du dispositif de suivi de la conjoncture:***

Le dispositif de suivi de la conjoncture a connu une évolution au fil des années liée en partie:

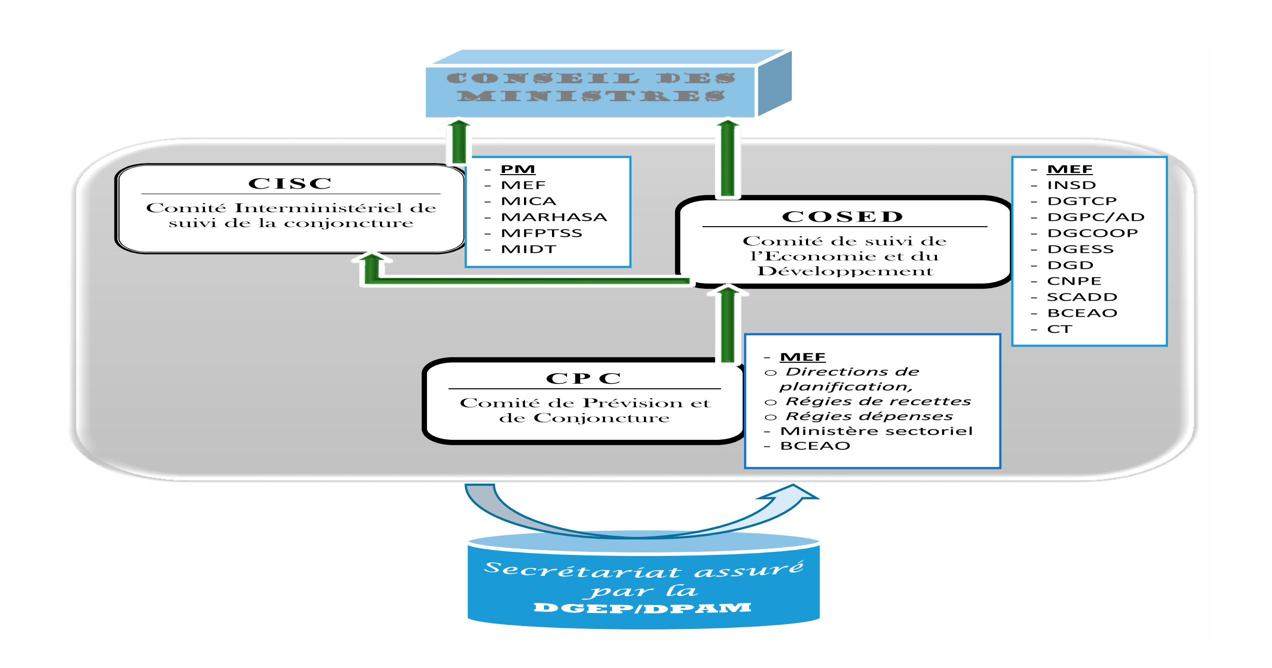
- à l'évolution de la conjoncture elle-même: à titre d'exemple la crise financière de 2009 qui a été un tournant majeur dans le suivi de la conjoncture;
- aux manifestations de plus en plus récurrentes de la part des populations contre la vie chère, nécessitant une meilleure connaissance de l'évolution des indicateurs économiques à court terme (prix, inflation, consommation…;
- aux changements institutionnels (induisant certaines modifications en fonction des nouvelles orientations).

Le dispositif de suivi de conjoncture est marqué par trois principales phases (jusqu'en 2009, 2009-2012 et 2012 à nos jours)

- Le suivi de la conjoncture jusqu'en 2009 était effectué à travers:
  - Les notes techniques du budget économique produites par la DGEP
    - Périodicité: 3 fois/an (mars, juillet et novembre);
    - Activité conduite par le Comité de Prévision et de Conjoncture (régies de recettes, régies de dépenses, secteurs productifs, BCEAO,….)
  - Les tableaux de bord de l'économie produits par l'INSD avec une périodicité trimestrielle.
- Le suivi de la conjoncture de 2009 à 2012
  - création d'un Comité interministériel de suivi de la conjoncture (CISC) par décret N° 2009/483/PRES/PM/MEF portant création, attribution, composition et fonctionnement du CISC
  - facteurs favorisants:
    - L'avènement de la crise financière de 2009 et son impact sur la situation économique et sociale (la vie chère),
    - les inondations du 1er septembre 2009;
    - L'avènement des acteurs favorables (décideurs) au suivi conjoncturel
- Le suivi de la conjoncture de 2012 à nos jours
  - Création d'un Comité de suivi de l'économie et du développement (COSED) par arrêté du MEF en décembre 2012 ; Comité intra ministère de l'économie (structures chargées des questions économiques et de développement)
  - Facteurs explicatifs:
    - Changement institutionnel après la crise sociopolitique de 2011

- Le ralentissement de la fréquence de tenue du CISC malgré la régularité dans la production des produits.

- ***Structures et Fonctionnement du dispositif***



2- Enseignements

➢ ***Aspects généraux:***

- le besoin permanent d'informations conjoncturelles malgré tous les changements institutionnels, ce qui atteste de son importance;
- l'organisation du suivi de la conjoncture n'est pas immuable. Elle évolue en fonction des changements institutionnels, des hommes et de la conjoncture elle-même;
- Les besoins d'informations par le politique ne coïncident pas toujours avec les échéances de production des données conjoncturelles, ce qui nécessite une grande anticipation.
- Intérêt de plus en plus croissant des populations

➢ ***Les points forts :***

- l'implication des premières autorités ;
- la stabilisation des organes de production de la note de conjoncture (la Direction Générale de l'Economie et de la Planification);
- la tenue régulière du COSED (depuis janvier 2013)
- la contribution à l'amélioration de la visibilité et de la communication sur les indicateurs socioéconomiques ;
- la contribution à la prise de décision en matière de politique économique à travers la mise en œuvre des recommandations (boutiques témoins, contrôle des prix, etc.)

- ***Les contraintes***
  - Au niveau institutionnel:
    - le manque de régularité du CISC (Interruption des sessions du CISC à partir de fin 2012) ;
    - la faible représentativité des acteurs (variabilité des taux de participation) ;
    - la multiplicité des cadres institutionnels. Mais la particularité du Burkina Faso, c'est une seule entité qui chapote tout ceci; les risques de doublons et de chevauchement des compétences sont limités.

  - Au niveau technique :
    - le manque de renforcement des capacités sur les questions conjoncturelles ;
    - charge de travail importante pour le suivi mensuel de la conjoncture;
    - disponibilité tardive de certains indicateurs conjoncturels comme l'IHPI, les soldes d'opinions;
    - indisponibilité de certains indicateurs importants pour le suivi de la conjoncture (le chômage, la consommation, le commerce,…)
    - la faible capacité pour la conduite des études thématiques, notamment d'impact ;
    - la non automatisation de la maquette de la conjoncture ;
    - les difficultés d'ordre matériel à savoir l'abonnement à des revues, sites spécialisées ainsi que des bases de données ;
    - l'actualisation périodique des outils de prévisions.

3. Le programme d'activité et les besoins de renforcements des capacités

- ***Programmes d'activité***
  - La conduite d'études thématiques sur :
    - Les effets de la crise socio politique de 2014
    - les effets socioéconomiques de la grippe aviaire au Burkina Faso ;
    - l'impact des délestages et des coupures exacerbées sur l'activité économique et le bien être des populations;
    - l'impact de la crise sociopolitique de 2014 au Burkina Faso, etc.
  - La production des notes de conjoncture mensuelle à soumettre au COSED ;
  - La tenue des deux prochains exercices de cadrage qui serviront pour les échanges avec le FMI et alimenter les débats autour du projet de loi de finances ;
  - L'accompagnement de la Direction de la dette et du CNPE dans respectivement l'analyse de la viabilité de la dette et du programme pluriannuel de convergence des instances communautaires (UEMOA et CEDEAO).
  - La publication mensuelle d'article de presse sur la conjoncture;
  - La poursuite des éditions des bulletins et prospectus sur la conjoncture.

- ***Les besoins :***
  - l'appui pour la mise à jour des outils de prévision ;

- le renforcement périodique les capacités des cadres en charge des questions de prévision et d'analyse économique à travers des séminaires thématiques;
- le développement des outils adaptés pour mieux suivre l'évolution de la conjoncture;
- le renforcement des capacités des cadres pour la conduite d'étude d'impact des chocs internes et externes ;
- appui au partage d'expérience à travers des voyages d'études.

Conclusion

Le suivi de la conjoncture est une activité importante permettant de répondre aux attentes des décideurs, des acteurs au développement et des populations.
La mise en place…

- *d'un **cadre institutionnel adapté**,*
- *l'allocation des **ressources adéquates***
- *le **renforcement des outils***
- *le **renforcement des capacités opérationnelles des acteurs nationaux***

…. devraient permettre une amélioration du suivi de la conjoncture pour de meilleures décisions politiques au profit des populations.

Le suivi de la conjoncture économique dans les pays membres d'AFRITAC de l'Ouest : besoins des décideurs, responsabilités institutionnelles et qualité des publications

Présentateur : Mme. Emilie Laffiteau, Expert macroéconomiste, AFRISTAT

1. Besoins des décideurs

- *Les Etats*

La demande d'instruments de suivi conjoncturel se justifie par:

- la préparation du budget de l'Etat
- l'appréciation de la demande globale des ménages (C/S), et des entreprises (I, ΔS),
- le suivi des appuis avec les organisations internationales
- le suivi des critères de convergence
- les programmes des PTF : analyse des équilibres macro (FMI)
- la prévision des agrégats monétaires : BC, banque
- le besoins de régulation à court terme de l'économie

A cette demande correspond un calendrier des publications

- Publication **semestrielle** des chiffres en fonction :
  - Préparation et adoption du budget
  - Revue FMI
- **Agenda** : avril/mai : comptes officiels vs sept/oct. : Orientation politique économique

	MARS/AVRIL N	SEPT/OCT N
PREVISIONS CONJONCTURELLES	**2D SEMESTRE N**	**1ER SEMESTRE N+1**
CADRAGE MACROECONOMIQUE	**N, N+1**	**N, N+1**
RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES ECONOMIQUES	**N, N+1**	**N+1**

Indicateurs infra-annuels de conjoncture	Cadrage et prévision macroéconomiques
1- Environnement international - cours du pétrole, cours de l'euro, croissance ZE… **2- Activité économique intérieure** - Secteur primaire : pluviométrie, exportation de céréales… - Industrie : IPI, suivi du BTP, production d'électricité… - Services : immatriculations, activité touristique, emploi dans les services… **3- Prix à la consommation** - Suivi IHPC, prix locaux/prix importés, prix des produits de base… **4- Commerce extérieur** - Exportations, importations, suivi des produits alimentaires importés, termes de l'échanges… **5- Eléments analytiques** - Mesures de politiques économiques récentes, information secteur privé…	**1- PIB : approche ressources** - Tableau principales branches en volume et en prix - Emploi et salaires **2- PIB : approche emplois** - Tableau des investissements (publics/privés) - Tendance de la consommation (publique/privée) **3- Inflation** - Inflation glissement annuel, inflation sous-jacente… **4- Commerce extérieur** - Exportations, Importations, compétitivité… **5- Finances publiques** - Solde budgétaire (TOFE), dette extérieure, aides extérieures… **6- Monnaie et crédit** - Masse monétaire et ses contreparties

- *Les Communautés économiques regionales (CER)*

Pour les CER, la demande d'instruments de suivi conjoncturel se justifie par les dispositifs de surveillance multilatérale. Pour l'UEMOA et la CEDEAO, il s'agit d'alimenter respectivement les bases de données BDSM et ECOMAC et la fréquence du suivi conjoncturel est rythmée par la production des rapports :

- Rapport semestriel du Comité de convergence de la Zone franc (COCOZOF),
- Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale de la Commission UEMOA
- Rapport de convergence macroéconomique de la CEDEAO

Indicateurs / Critères de convergence	UEMOA	CEDEAO (ZMOA)
1- Taux d'inflation annuel	≤3%	≤5% (10%), 1er rang
2- Solde budgétaire global / PIB	≥-3%	≥-3%, 1er rang
3- Encours de la dette publique/PIB	≤70%	-
4- Taux de pression fiscale	≥20%	≥20%, 2d rang
5- Masse salariale/recettes fiscales	≤35%	≤35%, 2d rang
6- financement des déficits budgétaires par les banques centrales / recettes fiscales de l'année précédente	-	≤10%, 1er rang
7- réserves extérieures brutes (en mois de couverture des importations)	-	≥ 6 mois (3 mois), 1er rang
8- investissements publics finances par les ressources intérieures / recettes fiscales	-	≥20 %, 2d rang
9- élimination des arriérés intérieurs et interdiction d'accumuler de nouveaux	-	2d rang
10- taux d'intérêt réels	-	>0, 2d rang
11- taux de change	-	stable, 2d rang

2. Les acteurs et leurs responsabilités institutionnelles

Acteurs	Données / Comptes	Méthodologie	Publications
Instituts Nationaux de Statistiques	Comptes Nationaux (TRE, TCEI) Indices (IHPC, IPI, etc .) Variables d'enquêtes d'opinion	SCN93, SCN 2008 Méthodologie AFRISTAT	Bulletins et notes de conjoncture (mensuels et trimestriels) Tableau de bord de l'économie
Direction de la Prévision / MEF	Tableau des Opérations Financières de l'Etat (solde budgétaire, consommation publique, dons…)	Manuel de Statistiques de Finances Publiques du FMI 1986, révisé 2001. Directive TOFE UEMOA 1998, révisé 2009.	Bulletins et notes de conjoncture (mensuels et trimestriels) Etudes thématiques et sectorielles
Banque Centrale	Balance des paiements : exportations, importations, IDE, etc. Situation monétaire : masse monétaire et ses contreparties Variables financières : TC, TI	Manuel de Balance des paiements du FMI, MBP6 2009 Manuel de statistiques financières et monétaires du FMI, 2000c	Bulletins et notes de conjoncture (mensuels et trimestriels) Etudes thématiques
Universités, secteur privé	Variables d'enquêtes, sondages	Traitement d'enquêtes	Etudes thématiques

3. Indicateurs conjoncturels recensés dans les pays membres d'AFRITAC-Ouest

Pays	Indicateurs produits
Bénin	IHPC, ICA mensuel, IHPI (trimestriel), Indice d'opinion des entreprises (trimestriel), Rénovation IHPI et IPPI processus en cours de mise en place.
Burkina Faso	IHPC, IHPI (trimestriel), ICE trimestriel, Indice d'opinion des entreprises (trimestriel), IPPI processus de mise en place achevé, bientôt calcul des IPPI.
Côte d'Ivoire	IHPC, IHPI mensuel, Indice d'opinion des entreprises (trimestriel)
Guinée	IHPC, IPI (trimestriel), ICE (trimestriel), dispositif d'enquête d'opinion mis en place, il doit être mis en œuvre ICA en cours de mise en place à la BCRG
Guinée Bissau	IHPC
Mali	IHPC, IHPI (trimestriel), ICE (trimestriel), Indice d'opinion des entreprises (trimestriel), IPPI enquête de base en cours
Mauritanie	IHPC, IPI rénové (trimestriel), ICC (trimestriel)
Niger	IHPC, IHPI (trimestriel), ICE (trimestriel), ICC (trimestriel), Indice des Prix des matériaux de construction, ICE (trimestriel), ICC (trimestriel)
Sénégal	IHPC, IPPI (mensuel), IHPI (mensuel), ICE (mensuel), ICA (mensuel), PIB trimestriel, Indice d'emploi (mensuel) Indice Général d'activité, Processus de l'IPPSE trimestriel est mis en place, il doit être mis en œuvre
Togo	IHPC, IHPI mensuel, ICA trimestriel

4. Publications conjoncturelles recensées dans les pays membres d'AFRITAC-Ouest

Pays	Bulletins de synthèse conjoncturelle produits
Bénin	INSAE: flash sur l'économie (mensuel), INSAE Eco (mensuel), Tableau de bord économique et social (trimestriel) DP : note de conjoncture (mensuelle), tableau de bord de l'économie nationale (trimestriel)
Burkina Faso	INSD: tableau de bord économique (trimestriel), bulletin de conjoncture (trimestriel) DGEP : note de conjoncture (mensuelle)
Côte d'Ivoire	DP : note de conjoncture (mensuelle), lettre de conjoncture (trimestrielle)
Guinée	DNEEP : Tableau de bord (mensuel), note de conjoncture (trimestrielle)
Guinée Bissau	Pas de bulletin conjoncture Rapport économique (trimestriel) du Comité National de Politique Economique (CNPE)
Mali	INSTAT : Bulletin de conjoncture (trimestriel), note de conjoncture (trimestriel), bulletin du commerce extérieur (trimestriel)
Mauritanie	note de conjoncture (trimestrielle), bulletin de conjoncture (trimestriel), note du commerce extérieur (trimestriel)
Niger	INS : note de conjoncture (trimestrielle), tableau de bord des finances publiques (mensuel)
Sénégal	DPEE : note de conjoncture (trimestrielle), Point de conjoncture (mensuel), Tableau de bord (mensuel) ANSD : Note sur les évolutions économiques récentes (trimestrielle)
Togo	Direction de l'Economie : note de conjoncture (trimestrielle), tableau de bord (mensuel)

5. Qualité des indicateurs conjoncturels

- La qualité des indicateurs dépend de :
  - Méthodologie
  - Qualité des enquêtes d'opinion et des indices

  - Qualité des statistiques sectorielles
  - Régularité des publications et diffusion interne et externe
- Etat des lieux :
  - Efforts au niveau des méthodologies (normes, harmonisation)
  - Certains pays plus avancés que d'autres
- Points d'amélioration
  - Visibilité et diffusion (NTIC)
  - Disponibilité et qualité des statistiques sectorielles
  - Fréquence des enquêtes d'opinion
  - Amélioration des ressources

6. Qualité des publications

- La qualité des publications dépend :
  - Régularité des publications
  - Diffusion interne et externe
  - Qualité du contenu (méthodologies, normes, canevas)
  - Qualité des données statistiques
- Etat des lieux :
  - Effort d'harmonisation des publications aux normes internationales
  - Certains pays plus avancés que d'autres
  - Effort dans la fréquence de diffusion
- Points d'amélioration
  - Visibilité et diffusion (NTIC)
  - Qualité des contenus
  - Amélioration des ressources

7. Appuis d'AFRISTAT dans les pays membres

- *Mandat d'AFRISTAT* : appuyer chaque Etat membre à produire :
  - Des indicateurs conjoncturels
  - Un bulletin et une note de synthèse conjoncturelle
- *Objectifs communs* : indicateurs et documents produits conformément aux normes et recommandations internationales dans le respect des méthodologies, de la qualité des informations, et du calendrier de diffusion des résultats.
- *Types d'appui* :

- Assistance technique et renforcement de capacités dans les pays membres
  - Implantation de bases de données
  - Traitement statistique des séries
  - Rédaction de notes de conjoncture et de prévision
  - Mise en place d'enquêtes légères d'opinion
  - Modèle commun de prévision économique à court terme

- Organisation de séminaires et ateliers régionaux :
  - Séminaire conjoint Commission UEMOA/AFRISTAT pour les pays membres d'AFRITAC Ouest en Conjoncture et prévision économiques (semestriel),

pour le renforcement des capacités et l'harmonisation des méthodologies et le partage d'expériences.

- Production de documents méthodologiques et d'études thématiques
- Participation avec les autres PTF à la réflexion en matière de conjoncture et de prévision économique

Pour atteindre cet objectif, il est demandé aux Etats membres de s'engager à mettre en place un système d'information conjoncturelle caractérisé par :

- ✓ l'ensemble des sources d'informations (dont un répertoire statistique d'entreprises) ;
- ✓ une base de données conjoncturelles, à identifier précisément ou à mettre en place ;
- ✓ un service responsable de la collecte des données, de l'analyse et de la publication du bulletin et de la note de conjoncture, généralement logé à l'Institut National de la Statistique (INS) ou au Ministère de l'Economie ou du Plan ;
- ✓ un processus de validation efficace des publications**.**

8. Recommandations d'AFRISTAT

Mettre en place un système d'informations conjoncturelles à travers les actions suivantes :

- Collecter des informations économiques et sociales infra annuelles
- Constituer une base de données conjoncturelle
- Produire un bulletin trimestriel de conjoncture constitué de tableaux et de graphiques à t+45 jours
- Produire une note trimestrielle de conjoncture succincte à t+60 jours, retraçant les informations importantes qui ont marqué le trimestre et qui requièrent une attention particulière des autorités gouvernementales dans le suivi de la politique économique nationale

Mettre en place un système intégré harmonisé de statistiques d'entreprises (SISE) qui est basé sur l'existence des dispositifs suivants :

- Répertoire d'entreprises national à des fins statistiques, à jour et bien géré
- Enquêtes annuelles de structure auprès des entreprises
- Enquêtes infra annuelles de conjoncture auprès des entreprises
- Production et publication régulières des indicateurs conjoncturels de suivi des activités des entreprises (IPI, ICA, IPPI, IPPSE, IPCE, etc.)
- Mettre en place un modèle de prévision macroéconomique de court terme alimenté par les indicateurs conjoncturels produits et utilisés à des fins de prévisions budgétaires et de politique économique nationale.

Session 2 : Outils de prévision macroéconomique à court terme
Modérateur : Mme Anne Epaulard, Professeur à l'Université Paris-Dauphine

Appropriation d'un processus de cadrage macroéconomique à court terme : cas du modèle AYOROU
Présentateur : Mme Falalou Fatimata, DPE, Niger

Objectifs de la présentation
De manière générale, il s'agit de montrer aux participants la :
- ✓ nécessité pour les cadres nationaux des pays africains de s'approprier du processus de modélisation et du cadrage macroéconomique.

De façon spécifique, il s'agit de présenter:
- ✓ le modèle de cadrage macroéconomique et budgétaire du Niger (AYOROU) et son évolution;
- ✓ Les actions visant le renforcement du dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire au Niger.

Introduction

Au Niger, le modèle de cadrage macroéconomique et budgétaire est appelé AYOROU en référence au nom de la ville où il a été élaboré**.** Le modèle AYOROU existe depuis plus de 10 ans. C'est un modèle quasi comptable**,** développé sur un tableur Excel, qui met en relation les quatre (04) comptes macroéconomiques et garantie la cohérence d'ensemble entres ces secteurs.

Sa gestion est ainsi passée du Ministère des Finances au Ministère du Plan en 2012 conformément à son attribution de pilotage et de suivi de l'économie. Il a subi plusieurs modifications au cours des années.

Au mois de mars 2012 une révision substantielle a été entreprise sans pour autant changer la « philosophie de modèle »**.** Cette révision est intervenu dans un contexte marqué par:
- o le changement de programme politique, et économique (PDES au lieu de DRSP) et la réhabilitation de la planification avec la création d'un ministère en charge de la planification
- o le changement structurel de l'économie avec l'exploitation et la production du pétrole.

Cette révision a été réalisée grâce à deux types d'assistance technique

1. **Deux types d'assistance à l'appropriation du processus de cadrage macroéconomique à court terme**

- ➢ **L'assistance technique perlée**

Cette assistance technique a été réalisée de 2012 à mi-2014 pendant des intervalles de temps (une à deux semaines) et a permis d'améliorer significativement la présentation du modèle, la mise à jour de la base des données et la rédaction d'un manuel d'utilisateur du modèle**.**

Sur le plan institutionnel: on note la mise en place d'un cadre de coordination des activités de cadrage entre le ministère des Finances et celui en charge du Plan à travers un arrêté conjoint qui crée le comité technique conjoint chargé du cadrage macroéconomique et budgétaire des lois de finances .

Toutefois, le temps relativement court des prestations n'a pas permis une appropriation de l'exercice du cadrage, ni permis également d'améliorer de façon significative la coordination entre les deux ministères.

- **Assistance technique de long terme**

Cette assistance est d'une durée relativement plus longue (5 mois, initialement, puis étendu à 11 mois) à partir de septembre 2014.

Sur le plan de renforcement des capacités des acteurs, l'approche a permis de redynamiser le comité conjoint par plusieurs activités de formation et apprentissage en cadrage macroéconomique et des réunions d'information et d'exercices pratiques de cadrage, l'approfondissement du dispositif de cadrage par l'élaboration d'un manuel de procédure de cadrage

Sur le plan institutionnel, la coordination entre les deux ministères a été améliorée grâce aux plaidoyers et aux rencontres initiés par les consultants aux différents niveaux, notamment, la participation des responsables aux réunions du comité, et l'attention particulière des deux Ministres aux activités de cadrage ainsi que la prise en compte des orientations de politique économique.

2. Les développements récents sur le modèle Ayorou et sur le dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire

- ***Le contexte de l'intervention***

- La mise en exploitation de nouvelles ressources naturelles
  - Renforcement de la production d'uranium avec les perspectives de production de nouveaux gisements
  - Mise en production et transformation du pétrole brut
  - Perspective d'exportation de pétrole brut via un oleoduc
    - Conséquences:
      - ✓ Plus forte fluctuation de l'économie nationale
      - ✓ Révision des spécifications du modèle
      - ✓ Renforcement des ressources nationales allouées à l'investissement public
- La mise en œuvre des réformes budgétaires de la LOLF
  - Instauration du Débat d'Orientation Budgétaire avec l'Assemblée Nationale : le cadre macro budgétaire pluriannuel doit faire l'objet d'un large consensus au sein de l'Exécutif et entre l'Exécutif et le Législatif.

- ✓ l'exercice de cadrage macroéconomique et budgétaire revêt désormais un caractère stratégique inégalé par le passé.

- Nécessité d'une réflexion approfondie sur le système et les outils d'élaboration du cadrage macroéconomique et budgétaire

➢ ***Activités d'amélioration du modèle AYOROU***

- Insertion des modules uranium, pétrole, or dans le modèle Ayorou
- Dichotomisation secteur ressources naturelles/hors ressources naturelles

➢ ***Activités de renforcement des capacités/plaidoyer des membres du comité de cadrage et du dispositif de cadrage***

- Plusieurs ateliers de formation ont été réalisés à l'attention des membres du Secrétariat Technique Conjoint :
    - o formation en diagnostic conjoncturel et en cadrage macroéconomique et budgétaire,
    - o atelier de sensibilisation sur la LOLF….
- et des plaidoyers sont faits auprès des membres du comité de cadrage sur le dispositif du cadrage et les implications de la LOLF.

➢ ***Élaboration d'un manuel de procédures de cadrage aligné sur le dispositif de préparation du budget.***

- o Retrace le processus du cadrage, la responsabilité des acteurs et la chronologie des différentes étapes.

➢ ***Mise en place d'une base de données statistiques et d'informations économiques***

- o Données conjoncturelles
- o Données à périodicité annuelle, etc.
- o Informations qualitatives

➢ ***Insertion d'un module de micro-simulation (en cours)***

- o En particulier pour les besoins d'élaboration du PDES 2016-2020
    - ▪ Objectif: montrer l'impact prévisible des différentes politiques sur les indicateurs de pauvreté via leurs impacts sur le cadre macroéconomique

3. Acquis et difficultés rencontrées

➢ ***Acquis***

- Le modèle permet une meilleure prévision des recettes de l'Etat en provenance des ressources naturelles;
- Le modèle est géré et développé par les cadres nationaux;
    - o une implication de tous les acteurs concernés aux différents maillots de la chaine du processus de cadrage;
    - o un intérêt particulier du niveau hiérarchique élevé;
    - o une appropriation progressive de l'exercice par les acteurs concernés
    - o un modèle plus amélioré prenant en compte les préoccupations;

    - Un cadre de concertation (comité de cadrage) fonctionnel qui dispose
        - D'un plan d'action annuel
        - D'un manuel de procédure

- ***B. Difficultés rencontrées et défis à relever***
  - Faiblesse des ressources humaines au niveau de la direction de la prévision économique qui est la cheville ouvrière du comité de cadrage.
  - Faible capacité des structures des secteurs porteurs de l'économie nigérienne (agriculture, mines et pétrole) d'effectuer des prévisions réalistes;
  - Problème de quantification des effets des grands projets d'investissements;
  - Une difficulté est aussi la coordination des travaux des différents comités existants, notamment en termes de calendrier des activités prévues (comité cadrage, comité dette, comité CDMT)
    - La coordination entre ces différents comités est un gage de qualité du processus de préparation du budget.
  - faible diffusion des résultats des travaux du cadrage au niveau public

4. Plan d'action et perspectives à moyen terme

Quatre (04) axes stratégiques ont été retenus pour la période 2015-2017

Axe 1: Augmentation des effectifs du personnel;

Axe 2: Renforcement des dotations en ressources financières, matérielles et logistiques;

Axe 3: Renforcement des capacités

- Renforcer les compétences techniques du personnel de la DPE. :
  - Renforcer les capacités d'analyse et de formulation des hypothèses de projection,
  - Renforcer l'articulation existant entre les travaux de plusieurs comités.
- Renforcer la bonne utilisation du cadrage par les acteurs institutionnels Institution de la journée du cadrage
  - Atelier d'échanges avec les utilisateurs

Axe 4: amélioration de l'outil de cadrage macro économique

L'objectif est que le modèle contribue efficacement à l'élaboration des différents documents exigés dans la LOLF en particulier le Document de Programmation Économique et Budgétaire Pluriannuelle (DPBEP).

- Elargissement du champ des projections de recettes aux administrations publiques et non plus seulement à l'Etat
- Amélioration des liens entre dépenses publiques et croissance

Conclusion

- Nécessité d'une approche progressive dans les améliorations à apporter à un modèle de cadrage macroéconomique.
- Trois axes nécessaires
  - Modélisation/amélioration de modèles
  - Dispositif de cadrage
  - Renforcement des capacités pour une meilleure utilisation des résultats du cadrage
- Appropriation: processus long qui nécessite une assistance technique appropriée
- Besoin d'un accompagnement de l'assistance extérieure par le renforcement des ressources intérieures consacrées au dispositif de cadrage.

De l'utilité des modèles quasi-comptables centrés sur les tableaux ressources-emplois
Présentateur : M. Emèdétèmin Nonfodji, DPEE, Commission de l'UEMOA

Introduction

Globalement,

Les besoins de préparer régulièrement des cadrages macro-économiques sont réels.

- Utilité des Modèles de Cadrage Macroéconomique

Les cadrages macroéconomiques permettent de:

- apprécier les résultats escomptés des différentes politiques économiques ;
- choisir les mesures les plus appropriées ;
- prioriser les actions sous contraintes de financement.

- Besoin de cohérence dans le cadrage macroéconomique
  - réconciliation du cadrage budgétaire et du cadrage macroéconomique inscrit dans les documents de politique économique
- Impératifs de la budgétisation à moyen terme
  - généralisation croissante de la programmation budgétaire à moyen terme (renforcement des budgets économiques et des CDMT)
  - élaboration des programmes pluriannuels sur le moyen terme, horizon de cinq (05) ans.

Pour la Commission :

- Besoins du mécanisme de la surveillance multilatérale
  - Suivi régulier des économies de l'Union, notamment l'évaluation de la cohérence interne et externe des programmes pluriannuels de convergence (PPC) transmis par les Etats membres
  - production de deux rapports semestriels d'exécution de la surveillance multilatérale (en juin et décembre) chaque année
    - celui de juin axé sur l'analyse conjoncturelle récente et les prévisions actualisées de l'année courante
    - celui de décembre fait le point de l'examen des programmes pluriannuels sur un horizon de cinq ans
  - amélioration du dialogue de la Commission avec les Etats membres

La Commission de l'UEMOA s'est dotée, dès 1998, d'un instrument de prévision (MAPS) pour assurer un suivi régulier des économies de l'Union. MAPS vise également à renforcer l'analyse de la cohérence interne et externe des programmes pluriannuels de convergence. Toutefois, le développement des modèles MAPS s'est souvent heurté à l'indisponibilité, la faible qualité et l'incohérence de certaines séries statistiques.

Une disposition visant à développer parallèlement des modèles quasi-comptables **(MQC**), a été récemment retenue, notamment pour les prévisions à court terme.

1. **Modèles quasi-comptables centrés sur le Tableau Ressources-Emplois (TRE) de l'économie**

Les MQC sont des instruments les plus utilisés par les administrations de l'Union pour les cadrages macroéconomiques. Ce sont des modèles dits « de type TES », c'est-à-dire d'inspiration keynésienne dont la structure est décrite par un TES ou un TRE. Ils sont bâtis sur des TRE où s'opère le « cœur » de la projection macroéconomique en volume et en valeur.

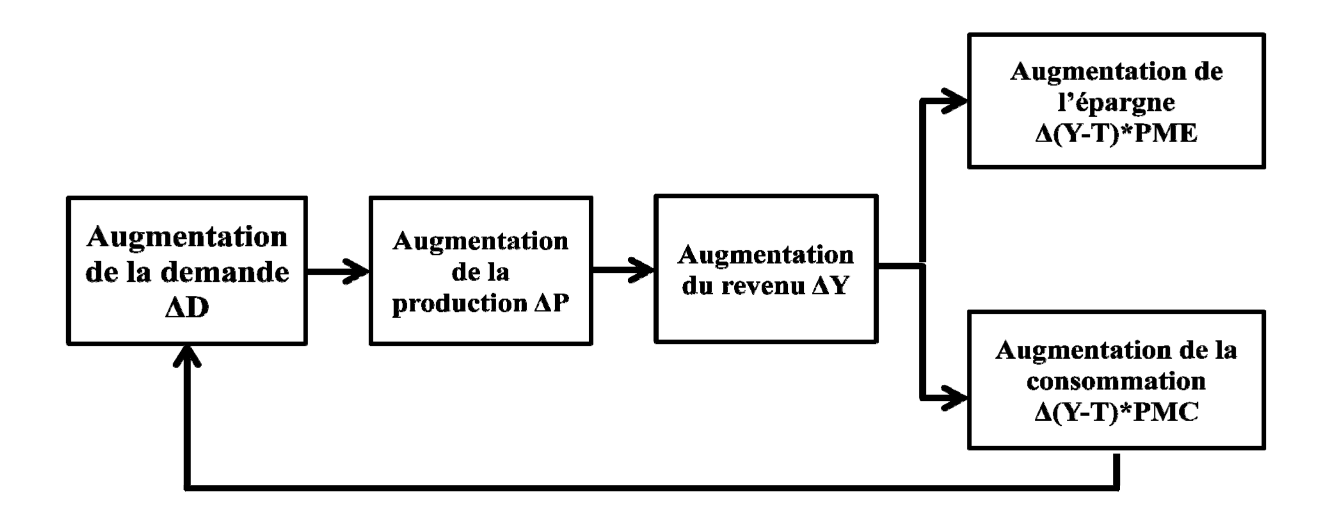
Fondamentalement le MQC est une boucle faisant passer de la demande à l'offre et de l'offre à la demande.

Passage de la demande à l'offre
- la demande (D) engendre une production (P) et des importations (M) [si P=c ou si M=c ou si P=a*D ou M=(1-a)*D]

Passage de l'offre à la demande
- l'offre (production P) engendre une demande en biens de consommation intermédiaire (CI) et entraîne une distribution de revenus

Le revenu généré suscite une nouvelle demande estimée grâce à la fonction « revenu-demande ». La boucle continue jusqu'à ce que l'équilibre soit atteint. C'est donc un processus itératif de bouclage.

Schéma simplifié du bouclage « revenu-demande »



Les MQC sont directement en ligne avec l'élaboration des comptes nationaux. Ils comprennent une partie rétrospective, calée sur les comptes nationaux et une partie provisoire ou prévisionnelle. Le TRE est intégré dans un MQC sous forme agrégée et adaptée aux besoins de modélisation.

2. Utilités des Modèles quasi-comptables (MQC)

L'utilisation des MDC permet de pallier, dans les pays en développement, l'absence récurrente de séries statistiques détaillées, longues, cohérentes et fiables qui ne facilite pas l'usage des modèles économétrique, et de répondre à la discordance récurrente entre différentes sources statistiques (balance des paiements, TOFE, SM, etc.) ;

Dans beaucoup de pays, on note une insuffisance des ressources humaines nécessaires au développement et à la gestion de modèles macroéconométriques; Les MQC se présentent généralement sous forme de maquettes développées à l'aide des tableurs usuels;

Initialement, le besoin de mieux comprendre le système productif de l'économie nationale et de cerner ses structures quantifiables, explique que les MQC aient été conçus autour d'un tableau entrées-sorties (TES).

Le TRE d'une « année de base » suffit à l'élaboration des MQC. La mise à jour régulière du TRE rend les MQC plus aptes à décrire les changements structurels en cours dans les économies considérées.

Les MQC nécessitent peu d'équations économétriques et sont plus économes en termes de données statistiques requises. Leur architecture modulaire permet d'intégrer facilement de nouveaux modules :

- ajouter des estimations économétriques de certaines composantes de la demande finale
- modifier le modèle pour rendre endogène la détermination de certains prix
- ajouter le module de projection de la dette
- mettre en évidence le fonctionnement des branches-clé de l'économie
- ajouter un module calqué sur le bilan alimentaire
- ajouter un module de calcul de l'emploi par branche et par qualification
- intégrer des données sur les revenus et la consommation
- des ménages en vue de prendre en compte l'impact des politiques macroéconomiques sur la pauvreté

L'utilisation d'un MQC comme instrument d'analyse macroéconomique est bien adapté à la démarche de prévision/simulation car il permet :
- d'effectuer d'une manière ordonnée et transparente le traitement des informations tout au long des étapes (base de projection, tendance centrale, variantes)
- au service de la prévision de constituer une base de données fiables
- vérifier la cohérence entre le programme d'investissement et l'équilibre des finances publiques (coûts récurrents, endettement, etc.)
- d'instaurer des occasions d'échanges entre les décideurs sur la base des travaux de prévision et de simulation

- de favoriser un processus itératif de dialogues successifs, permettant de rapprocher les estimations et de réduire les divergences d'appréciation entre les différents départements ministériels

Un MQC constitue un excellent instrument de dialogue si les projections sectorielles sont présentées clairement et adaptées aux besoins des différents types d'utilisateurs. C'est un outil pédagogique qui peut être mis à contribution en vue d'initier les cadres au fonctionnement de l'économie nationale (structure, tendance centrale, variantes) et de renforcer le dialogue avec les parlementaires et la société civile.

3. Précautions à prendre dans l'utilisation des MQC

- Les MQC souffrent de certaines limitations.
    - lorsque sont mis en œuvre des projets de grande taille ou lors de l'apparition de nouvelles branches à croissance rapide pendant que la structure de l'année de base est projetée à moyen terme ;
    - une utilisation purement mécanique d'un MQC, coupée de la réflexion économique et sociale, risquerait de donner des résultats décevants
- Toujours se rappeler que l'objectif des MQC est de fournir des ordres de grandeur, sur la base d'hypothèses bien spécifiées, parfois difficiles à quantifier et l'objectif de la prévision n'est pas de fournir des chiffres « exacts » pour le futur.

Conclusions

Les MQC sont simples à élaborer et proches des comptes nationaux à travers le TRE qui constitue le module central

Les MQC sont peu sophistiqués mais nécessitent en amont la production de données performantes

Les MQC apparaissent comme des instruments utiles pour l'élaboration de cadrages macroéconomiques qui favorisent la discussion avec toutes les parties prenantes, notamment les bailleurs de fonds, tous les départements ministériels, les parlementaires et la société civile.

Les modèles de prévision des recettes : l'exemple des recettes douanières en Côte d'Ivoire
Présentateur : Pr Keho Yaya, DGD, Côte d'Ivoire

Introduction

La prévision est un exercice utile
- pour mieux planifier les dépenses
- nécessaire pour le montage du Budget (solde budgétaire, fin. ext….)
- et la politique fiscale

… mais empreinte d'incertitude en raison de
- Conjoncture nationale et internationale
- Comportement des agents économiques nationaux face aux mesures de politique économique et fiscale

De la nécessité des modèles pour des exercices de prévision
- Modèles ARIMA, SARIMA, FARMA, TAR, STAR…
- Modèles d'équilibre général (MEGC standard, DSGE…)
- Modèles quasi-comptables
- Modèles explicatifs de type économétrique

1. L'expérience passée en matière de prévision des recettes douanières

➢ *La prévision se faisait par grandes masses de recettes douanières*

IMPORT
- Recettes sur les produits pétroliers (Gasoil, Super, Pétrole)
- Recettes sur les produits non pétroliers (March. Gles)

EXPORT
- Recettes à l'exportation (Café, Cacao, Cajou, Bois, Colas)

➢ *La structure des importations par régime douanier et mode de taxation est prise en compte*

➢ *Ainsi les projections se font en utilisant les formules suivantes*

Droits et taxes sur produits pétroliers

- Projection des volumes par un taux de croissance exogène $V_{t+1} = (1+a)*V_t$
- Application de la taxation (suivant l'arrêté ministériel et ordonnance)

$R_{t+1} = V_{t+1}*Taxe_{t+1}$

Droits à l'Exportation

- Projection des volumes par le Conseil Café-Cacao
- Prix CAF tiré du WEO (World Economic Outlook)
- Application du taux du DUS
  - 14,6% Prix CAF pour le Cacao
  - 5%Prix CAF Café

Droits et taxes sur les marchandises générales

- Projection du Commerce Extérieur à l'import en valeur par un taux de croissance exogène $M_{t+1} = (1+a)*M_t$
- Projection des mises en consommation en droit commun $Mdc_{t+1} = b*M_{t+1}$
- Application du taux moyen d'imposition $R_{t+1} = Mdc_{t+1}*TMI_{t+1}$
- Projection des autres droits (régimes suspensifs+exonérations)

➢ *Limites de cette approche « agrégée »*

- Ne tient pas compte de la conjoncture économique nationale (PIB, Inflation, Investissement…) et internationale (Production, Cours du dollar, Prix mondiaux des biens)
- Chaque produit a sa dynamique et sa taxation propres
- Ne prend pas en compte le changement dans la structure des importations
- Ne projette pas le coût des exonérations

2. La maquette du nouveau modèle de prévision des recettes douanières

➢ *Apports du modèle*

- Projection des recettes par groupe de produits (63 groupes)
- Modélisation économétrique des quantités
- Prise en compte du cadrage macroéconomique
- Possibilité de faire des simulations
- Projection du coût des exonérations

➢ *Méthodologie générale*

- Projection de l'assiette et application de la taxation

$R_{it} = Q_{it}*P_{it}*T_{it}$

avec

Q_{it} = Quantité du bien i

P_{it} = Prix CAF du bien i

T_{it} = Taux moyen d'imposition du bien i

Produits pétroliers

Modélisation économétrique des volumes

$Log\,(Q_{it}) = \alpha_0 + \alpha t + \beta Log(Y_t) + e_{it}$

Projection des volume $Q_{it} = (1+k)\, Q_{it-1}$ *

Projection des droits et taxes
$R_{it} = Q_{it} * Tmi_{it}$

Marchandises générales

5 blocs

1) Bloc volume
$Log\,(Q_{it}) = \alpha_0 + \alpha t + \beta Log(Y_t) + \gamma log(P_{it}) + \delta Tmi_{it} + e_{it}$

2) Bloc Prix : $P_{it+1} = (1+c) * P_{it}$, ***c exogene***
3) Bloc valeur : $M_{it+1} = Q_{it+1} * P_{it+1}$
4) Bloc taxation : $Tmi_{it+1} = Tmi_{it} + \varphi$, ***φ exogene***
5) Bloc recettes: $R_{it+1} = Q_{it+1} * P_{it+1} * Tmi_{it+1}$

3. Perspectives

- Projections infra-annuelles
  - Comptes Nationaux trimestriels
- Prévision des prix des produits pétroliers raffinés

Session 3 : Cadrages macroéconomiques, cadrages budgétaires et cadres de viabilité de la dette,

Modérateur : M. Serigne Moustapha Sene, DPEE Sénégal

Cadrage macroéconomique et programmation financière, comme outil de Prévision et d'Analyse de Politiques Macroéconomiques (PAPM)

Présentateur : M. Arend Kouwenaar[1], Consultant, ancien Chef de Mission au département Afrique du FMI

Synthèse

Cette note présente le CM-PF, tel que prôné et utilisé par le FMI, comme outil de base essentiel dans le toolbox macroéconomique des pays pour ces mérites et performance prouvés, y compris la facilité de le gérer de façon décentralisée. Cependant les CM-PF ont été peu maitrisés ou appropriés par les services nationaux, entre autres semble-t-il à cause d'un manque de transfert et de l'inaccessibilité des CM du FMI. Une meilleure appropriation des CM-PF, en combinaison avec un meilleur partage d'information sur les hypothèses entre services du pays et du FMI, équiperait mieux les autorités dans les discussions avec le FMI et d'autres PTF.

La note présente un schéma IS-LM-B qui permet de voir le modèle sous-jacent du CM-PF comme cas spécial d'équilibre général (EG) et de le comparer avec la forme réduite des modèles CGE/DSGE. Ensuite la note discute de certaines *insuffisances* et *limites* du CM-PF qui puissent en partie être remédiées.

Concernant les *insuffisances*, les CM-PF doivent être mieux adaptés aux circonstances du pays, surtout regardant: (i) la saisie de l'offre sectorielle et l'impact du capital public sur la productivité ; (ii) l'analyse de la demande d'investissement privée et des flux de fonds du secteur privé ; et (iii) la cohérence avec les comptes nationaux.

Etant donné ses *limites* (notamment sa nature semi-comptable), le CM-PF doit être considéré comme outil de base, devant être complété par d'autres outils de projection et en fournir des inputs et utiliser les outputs. Les candidats pour un toolbox minimum seraient pour le court terme : (i) les modèles du cycle économique type DSGE-FPAS pour analyser le taux d'utilisation des capacités/sous-emploi en relation avec la pression de la demande ; (ii) les outils de prévision des recettes fiscales détaillées. La note suggère que ces outils reçoivent des inputs et interagissent d'une manière aisée avec les CM-PF.

Pour le moyen-long terme, les candidats seraient: (iii) les modèles du type CGE qui simulent l'impact des politiques macroéconomiques sur la répartition, l'emploi et la pauvreté ; (iv) les modèles DSGE à LT qui analysent le trio 'dette-investissement public−croissance'. La note argumente que ces outils peuvent être ancrés sur les CM-PF qui en fournissent une partie des données et paramètres. Cependant, étant donné que ces modèles sont exigeants en données et paramètres et perdent en opérationnalité, la note suggère une alternative qui serait d'incorporer directement certains éléments clés des CGE et DSGE à LT dans les CM-PF. Par exemple, les projections des secteurs de production du CM-PF peuvent être liées aux résultats des enquêtes des ménages en vue de faire des inférences sur la répartition. D'autre

[1] L'auteur est ex-chef de mission du FMI et travaille actuellement comme conseiller pour le projet de GIZ *Macroeconomic Advisory Services for Poverty Reduction in Rwanda*, ainsi que pour la BAD en Afrique de l'Est.

part, les CM-PF peuvent incorporer le capital public et son impact sur la productivité dans les fonctions de production. En fin, pour le court-moyen terme, un modèle macro-économétrique agrégé servirait comme check de plausibilité à la fois du CM-PF et des simulations type GE. La note conclut avec quelques réflexions sur une stratégie de développement des capacités et outils de PAPM. Elle souligne l'importance d'avoir (i) une direction de modélisation bien équipée et stable, avec des liens direct au Management du MEF et à la structure de coordination du DSRP/programme économique ; (ii) une feuille de route pour l'élaboration des outils—en conjonction avec un programme de renforcement des capacités; (iii) une structure de coordination nationale entre agences concernées avec des réunions régulières ; (iv) une coopération régionale pour échanger sur les meilleures pratiques ; et (v) un appui de la part des partenaires extérieurs de longue durée et qui comprend des partenariats entre entités nationales et institutions de formation/recherche de réputation internationale.

I. Un CM-PF est nécessaire comme outil de base, mais pas suffisant

1. **L'approche CM-PF, utilisé par les services du FMI et par un nombre de pays, est performant, « expérimentée » et évolutive** :

- Simple, cohérent/intégré, balances macroéconomiques (cas spécial d'équilibre général)
- Basé sur les données du pays, permettant une gestion décentralisée par 'secteur'
- Géré en Excel, utilisé couramment dans les administrations
- Flexible, peut incorporer des spécifications plus sophistiquées, grand rôle du jugement (Le FMI étaye l'approche avec une gamme d'autres analyses)
- Accent sur l'évaluation « informée » des offres sectorielles à moyen terme
- Certaines simulations sont faciles (budget, prix mondiaux); d'autres moins faciles.

2. **Un tel outil—si approprié pleinement par les autorités—est essentiel pour les munir face aux PTF et faire les scenarios dans le cadre des programmes économiques**. Quelques raisons :

- Base des discussions avec BWI, compris par les autres partenaires extérieurs
- Aide à être sur la même longueur d'onde dans l'analyse que les services du FMI (qui semblent parfois plus prêts à rapidement évaluer l'impact des politiques économiques)
- CM-PF peut être considéré comme *cheval de travail*, et utilisé comme base pour développer ou ancrer d'autres outils.
- Sa gestion décentralisée (fichiers séparé mais intégrés) est un atout pour les autorités.

3. **Les CM-PF ont besoin d'être mieux maitrisés ou appropriés par les services des pays.** Force est de constater qu'après des décennies de programmes économiques avec le FMI, ils ne le sont pas ou le cadrage disponible est incomplet ou non opérationnel. Plusieurs facteurs pourraient expliquer cette situation, tant du coté des services du FMI que du coté des services du pays.

Côté services FMI :

- les CM-PF ne sont pas systématiquement partagés ou transférés aux autorités, malgré les efforts de formation en PF, entrepris par le FMI y compris dans la région
- CM-FP des équipes du FMI sont souvent inaccessibles (ou secrets), inutilement complexes (l'effet de staff turnover), et plus récemment compliqués par DMX
- l'information sur l'environnement international (WEO-GAS, WEO-GEE pays) n'est pas systématiquement transmise aux autorités, même si les hypothèses WEO sont essentielles
- l'absence d'un vrai échange sur les résultats des CM entre les services du FMI et du pays.

Côté services autorités :

- des fois un faible intérêt dans les outils de prévision de la part des plus hautes autorités
- se doter d'un cadrage performant demande un investissement initial
- staff turnover ; manque d'une structure institutionnelle, d'une vision sur la tâche de l'entité
- manque d'orientation au niveau de l'UEMOA et multiplicité de modèles concurrents.

4. **Ces facteurs semblent tous remédiables avec une structure institutionnelle forte, une stratégie de développement des capacités/outils et un meilleur échange sur les fondements et résultats des CM avec les services du FMI.** Cf. Section V.

5. **Cependant les CM-PF devraient être plus adaptés aux circonstances du pays ; et ils ont des limites conceptuelles nécessitant des outils complémentaires pour lesquels les CM peuvent servir de base et fournir les inputs.** La Section II présente une 'forme réduite' du CM-PF pour éclaircir la structure du modèle sous-jacent. La Section III se focalise sur certaines insuffisances, notamment au niveau du lien entre outputs sectoriels et capital public et des projections de l'investissement privé. Section IV examine une boite à outils macroéconomiques minimum qui pourrait complémenter le CM-PF.

II. Forme réduite du Cadrage Macroéconomique (CM-PF cas spécial d'équilibre général)

6. **Tout modèle macroéconomique peut être présenté sous forme réduite (et en termes du schéma IS-LM-B) (Tableau 1).** Le schéma stylisé met en évidence la structure, les mécanismes d'équilibration des marchés et la clôture des balances macroéconomiques et identifie les principaux objectifs et instruments de politique économique. Il permet de comparer la structure de base de différents modèles ainsi que de relever leurs limites (ex. CM, CGE, DSGE, …). Les marchés sont équilibrés par le niveau général des prix, le taux de change, et le taux d'intérêt. Une des 5 équations est dépendante (contrainte budgétaire), donc 5 équations en 4 variables (Y, P, ER, i). Par exemple, le gouvernement peut déterminer ses politiques fiscale (à l'intérieure de sa

contrainte budgétaire), monétaire (quantité de monnaie) et de change (objectif pour les AEN), et l'ajustement des prix assurent l'équilibre.

Tableau 1. CM général: 5 équations et 4 variables (output, taux d'intérêt, taux de change, prix)

1. Offre (Y revenus ou PIB)

$Y = f(K, L, Z; P, ER)$ fonction de production (K capital, L travail, Z productivité) : (1)

fonction des prix (taux de salaire d'équilibre implicite)

2. Demande (courbe IS)—équilibre des biens ($i - \pi^E$ taux d'intérêt réel, P prix, ER taux de change)

$$Y = C(Y, i - \pi^E) + I_P(i - \pi^E) + G + I_G + \left[E\left(\frac{ER}{P}\right) - M\left(Y, \frac{ER}{P}\right)\right] ER \quad (2)$$

3. Equilibre extérieur (B) en devises (E exports, M imports, F_G, F_p flux de capitaux nets–Gouvt et privés)

$$\left[E\left(\frac{ER}{P}\right) - M\left(Y, \frac{ER}{P}\right)\right] + [Transfers + Grants - Factorpayments(Debt)] + [F_G + F_p(i - i^{US})] = \Delta AEN \quad (3)$$

4. Equilibre monétaire (LM) demande de monnaie (MD) égale offre (MS) (i taux d'intérêt nominal, AEN avoirs extérieurs nets, AIN avoirs intérieurs nets)

$\Delta MD\ (P, Y, velocité,\ i) = \Delta MS = multiplicateur\ \Delta BM(AEN_{BC}\ ER + AIN_{BC})$ où: BM base monétaire (4)

5. Contrainte budgétaire macroéconomique investissement(I) et épargne (S) fonction de ($i - \pi^E$) :

$$Y + [Transfers + Grants - Factorpayments + F_P + F_G]\ ER - \Delta MD + \Delta AIN = C(Y, i - \pi^E) + G + I_P(i - \pi^E) + I_G \quad (5)$$

S'il y a aussi équilibre monétaire ($\Delta MD - \Delta AIN = \Delta AEN\ ER$), la contrainte est reformulée:

$$I_P(i - \pi^E) + I_G = \textit{éparge intérieure} + \textit{épargne extérieure}$$
$$= S_P(Y, i - \pi^E) + S_G + [Transfers + Grants - Factorpayments + F_G + F_p - \Delta AEN]\ ER \quad (5')$$

Eclaté entre gouvernement et secteur privé (T, taxes, FIN Financement Intérieur Net du Gouvt):

5a. Contrainte budgétaire I=S gouvernement

$$I_G = [T(Y) - G] + FIN + [TGF_G + F_G]\ ER \quad (5a)$$

5b. Contrainte budgétaire I=S secteur privé

$$I_P(i - \pi^E) = [Y - T(Y) - C(i - \pi^E)] - FIN + [TGF_P + F_P]\ ER - [\Delta MD - \Delta AIN] \quad (5b)$$

investissement épargne intérieure épargne extérieure -/- accumulation AEN

7. **La forme réduite du CM-PF peut être considérée comme cas spécial du modèle général, mais avec un rôle quasi absent des prix pour équilibrer l'offre et demande (Tableau 2)**. Les équilibres sont imposés avec une variation des volumes (quelques fois en déviation de leurs « fonctions »), au lieu d'être générés. Par rapport au schéma général, le prix et le taux de change sont fixés comme objectif, les équilibres des biens, extérieur et monétaire sont réalisés par accommodation de la consommation, des flux de capitaux privés, et de l'offre de monnaie, resp.

Secteur réel : offre (eq. 1)

- l'offre/le PIB réel est exogène comme somme des offres sectorielles (avec prise en compte d'un ICOR global, mais le stock du capital n'est pas tracé par secteur)
- le niveau des prix intérieurs est fixé comme objectif

Secteur réel : demande (éq. 2)

- *l'équilibre de biens* est assuré en considérant la consommation comme résiduelle
- l'investissement privé[2] et le gouvernement sont exogènes et le solde commercial est une fonction du PIB et des prix relatifs

Secteur extérieur (éq. 3)

- le taux de change est fixé, prenant en compte un objectif pour le taux de change réel
- *l'équilibre extérieur* est assuré en ajustant les flux privés (pour un objectif pour ***AEN*** donné)
- cela assure également *la contrainte budgétaire* (I=S) pour le secteur privé (le taux d'intérêt réel d'équilibre restant implicite)

Secteur monétaire (éq. 4)

- *l'équilibre monétaire* est assuré pour un niveau de prix objectif donné en ajustant l'offre de monnaie (la base monétaire) à la demande de monnaie projetée (PIB réel exogène ; prix objectif). Etant donné un objectif pour les AEN_{BC}, les AIN_{BC} deviennent l'instrument.[3]

Secteur fiscal – contrainte budgétaire (éq. 5a)

- bien que le Budget soit crucial dans le programme économique, son rôle dans le CM-PF est limité : la politique fiscale n'affecte pas la demande et les dépenses n'affectent pas l'offre
- la contrainte budgétaire est imposée, le Financement Intérieur Net étant résiduel, même si le financement extérieur net (F_G) comprend un écart, que le CM-PF suppose comblé.

---

[2] L'investissement privé est projeté en fonction des tendances observées et des plans d'investissement et IDE connus.

[3] L'effet de réévaluation sur le stock des ***AEN*** est laissé de côté, et Δ ***AIN*** exclut l'effet de la réévaluation (Autres Postes Nets). Cette approche est standard dans la programmation financière et les projections monétaires en général.

Tableau 2. Forme réduite du modèle sous-jacent du Cadrage Macroéconomique–PF

1. Offre (Y revenus ou PIB)

$Y = f(K, L, Z; P, ER) = Y^*$ output par secteur (et global) exogène (1)

$P = P^*$ prix intérieurs sont 'objectif' (en changement relatif)

2. Demande (courbe IS)—équilibre des biens ($i - \pi^E$ taux d'intérêt réel, P prix, ER taux de change)

$C(Y, i - \pi^E) = Y - I_P(i - \pi^E) - G - I_G - \left[E\left(\frac{ER}{P}\right) - M\left(Y, \frac{ER}{P}\right)\right] ER$ consommation est résiduelle (2)

3. Equilibre extérieur (B) en devises

$F_p = -\left[E\left(\frac{ER}{P}\right) - M\left(Y, \frac{ER}{P}\right)\right] - [Transfers + Grants - Factorpayments] - F_G + \Delta AEN$ (3)

$ER = ER^*$

4. Equilibre monétaire (LM) offre de monnaie égale à la demande de monnaie projetée

$\Delta AIN_{BC} = \Delta MD\,(P, Y, vélocité, i)\ /\ multiplicateur - (\Delta\, AEN_{BC}\ ER)$ (4)

5a. Contrainte budgétaire I=S du Gouvernement

$FIN = I_G - [T(Y) - G] - [TGF_G + F_G]\ ER$ (5a)

5b. Contrainte budgétaire I=S du secteur privé

Cette contrainte est respectée du fait des autres équilibres (une équation est dépendante) (5b)

8. **Cette présentation du CM-PF et de ses clôtures/équilibrage est évidemment une simplification stylisée et reflète la nature semi-comptable des cadrages.** Dans la pratique beaucoup de CM-PF incorporent des mécanismes d'équilibrage plus complexes, souvent dans un processus itératif. Pour arriver à des projections plausibles, on utilise le 'bon jugement', en variant plusieurs variables, pour certaines en déviant de la fonction spécifiée ou tendance. Par exemple, l'équilibre extérieur est obtenu non seulement par les flux privés mais aussi en ajustant les importations, transferts, ou d'autres variables du CM pour arriver à une 'solution' plausible.

9. **Dans une zone monétaire la clôture de la balance des paiements pour un pays peut être obtenue en programmant une variation des AEN comme résidu au moins dans le court terme**. Toutefois au delà du court terme, chaque pays est supposé

de contribuer aux AEN de la zone (même si il n'y pas des critères là-dessus), et l'ensemble des pays doit respecter un objectif pour les AIN qui est compatible avec la position souhaitée des réserves internationales. Ceci dit, temporairement, un pays peut connaître ou programmer une forte expansion de ses AIN et une baisse de ses AEN.

Résumé

10. **Le CM-PF est un outil simple, performant qui permet de tracer comptablement les grands secteurs et équilibres de l'économie.** Il sert comme *cheval de travail* pour canaliser un grand nombre de données dans un cadre de projection cohérent, permettant à une équipe d'économistes d'y travailler en parallèle de façon décentralisée.

11. **En comparaison avec d'autres outils similaires, comme les Modèles Quasi Comptables (MQC) qui sont assez bien répandus dans le PFR yc en Afrique, le CM-PF s'est bien tenu, peut-être grâce à son accent sur l'offre à MT et moindre complexité**. Par rapport au CM-PF, les MQC ont quelques caractéristiques qui peuvent les rendre moins opérationnels :

- la désagrégation sectorielle, basé sur des TRE ou TES mais qui sont souvent non disponibles
- l'absence d'une évaluation indépendante de l'offre sectorielle qui est largement déterminée par les demande finales telles que projetées.

D'autre part, la méthode de projection des MQC est plus proche des Comptes Nationaux (en prix constants et courants, avec déflateurs explicites ou implicites. A cet égard, on peut se demander pourquoi il n'a a pas eu plus de tentatives de mélanger les MQC et CM-PF.

12. **Les CM ont des insuffisances et des limites.** Cela demande (i) d'une part une meilleure adaptation des CM aux circonstances des pays dans certaines *domaines* (notamment concernant l'investissement privé et public) ; et (ii) d'autre part leur utilisation en conjonction avec d'autres outils qui focalisent sur certaines *dimensions* non ou peu captées dans le CM-PF (Sections III et IV).

III. Certaines adaptations des CM-PF semblent souhaitables et réalisables

13. **Les CM-PF tels que prônés par les services du FMI ont un nombre d'insuffisances par ailleurs sont bien documentées ; y remédier semble important à la fois pour les services du FMI et à plus forte raison pour les autorités.** Il est difficile de généraliser car sa mise en œuvre des CM-PF aux pays membres n'est jamais uniforme et peut refléter des approfondissements analytiques éclectiques. Ici on se concentre sur certaines insuffisances qui semblent les plus importantes notamment à une époque où les gouvernements africains sont très conscients de la nécessite d'augmenter la quantité et la qualité de l'investissement (public et privé). En particulier :

- l'absence de fonctions de productions sectorielles qui incorporent le capital privé et le capital public (et son impact sur la productivité) (éq. 1)
- une faible base empirique pour les investissements (éq. 2) et une faible analyse des 'flux de fonds' du secteur privé *(TOF)* (éq. 5)
- un manque de cohérence avec les méthodes des Comptes Nationaux.

14. **Un premier défi est de capter explicitement le capital dans les projections ce qui est nécessaire pour évaluer l'impact de l'investissement privé et public sur la croissance,** au delà d'une simple analyse ICOR qui fait l'usage actuel. Il s'agit d'introduire dans le CM-PF des éléments utilisés dans des modèles CGE/DSGE pour capter le rendement du capital. En terme du Tableau 1 on ajoute:

Tableau 3. Fonctions de production et accumulation du capital

$Y = \left[Z(t)\, {K_{pub}}^{\psi}\right] f[K, L]$ où : ψ élasticité de l'output par rapport au capital public (1)

$\frac{dY}{dK_{pub}} = \psi \frac{Y}{K_{pub}} = R + \delta_{pub}$ R rendement net du capital public, δ taux de dépréciation (1a)

${K_{pub}}_{t} = \left(1 - \delta_{pub}\right) {K_{pub}}_{t-1} + s_{eff}\, {INV_{pub}}_{t-1}$ accumulation capital public (1b)

$K_t = (1 - \delta)\, K_{t-1} + (1 - AC[..])INV_{t-1}$ accumulation capital privé (AC capacité d'absorption) (1c)

15. **Cela requiert un nombre de paramètres, i.e., l'efficience de l'investissement public (et la capacité d'absorption de l'investissement privé), le rendement du capital (ou l'élasticité de l'output relatif au capital public), et une mesure du stock de capital.** Ces paramètres peuvent être obtenus pour chaque pays, soit au niveau macro (études économétriques liant croissance à l'investissement ou au capital public) soit au niveau micro des projets (ex. Analyse Coûts Bénéfices). Les valeurs typiques en Afrique pour ces paramètres sont $\boldsymbol{R}$ = 0,20, $\frac{\boldsymbol{K_{pub}}}{\boldsymbol{Y}}$= 0,4 , $\boldsymbol{\psi}$ = 0,1 , $\boldsymbol{s_{eff}}$ = 0,5 et $\boldsymbol{\delta}$ = 0,05. Par exemple, une efficience de l'investissement de 0,5 signifie qu'un investissement de 100 représente une addition au stock de capital public de 50 du fait d'un ensemble de facteurs liés à la gestion du processus de l'investissement (étude, évaluation, appel d'offres, mise en œuvre, etc.).

16. **Un autre défi est d'élaborer plus systématiquement la projection de l'investissement privé à l'aide d'une enquête sur les plans d'investissement et une analyse explicite des flux de fonds.** Les CM-PF du FMI se basent typiquement sur les tendances récentes (prenant en compte les IDE) ainsi que les discussions avec le secteur privé et les banques pour projeter de manière exogène l'investissement privé. Cependant un chiffre choisi peut être révisé s'il implique des valeurs non plausibles pour d'autres variables (ex. consommation ou flux de capitaux privés nécessaires pour boucler la BdesP. Quelques démarches alternatives pourraient être envisagées :

- mener une enquête régulière des plans d'investissement du secteur privé et des flux de financement privés extérieurs
- utiliser systématiquement les prévisions des agences chargées de la mise en œuvre du Code des investissements
- analyser plus systématiquement les flux de fonds du secteur privé. Ce type d'analyse—que les CM-PF font en détail pour le secteur fiscal/TOFE—est le plus souvent implicite ou absent pour le secteur privé.

17. D'autres adaptations seraient à envisagées—afin de rendre les CM-PF plus aptes au service du pays—comprendraient (sans entrer dans les détails ici) :

- Assurer une cohérence entre la méthode de prévision du déflateur du PIB et celle des Comptes Nationaux. Si le déflateur est projeté du coté demande sur la base d'un IPC 'objectif' et des prix a l'export et l'import, d'autres éléments devraient entrer dans le calcul, ex. les déflateurs des taxes indirectes et de la masse salariale du Budget, ainsi que les parts des importations dans les catégories de la demande finale. L'inclusion dans les CM-PF de certains traits des MQC pourrait aider à résoudre ce problème.
- Elaborer plus systématiquement les comportements dans les fonctions d'export et d'import sur base d'études empiriques faites pour le pays (élasticités revenus et prix).

Comme indique ci-dessus, certaines analyses sont faites par les services du FMI mais leurs résultats ne sont souvent pas incorporés dans les CM-PF.

IV. Boîte à outils de PAPM : outils complémentaires, partant du CM-PF

18. Les limites conceptuelles et pratiques des CM-PF nécessitent d'autres outils qui focalisent sur certaines dimensions non ou légèrement traitées par les CM. Il s'agit notamment de:

- le faible rôle des prix relatifs et l'absence d'un lien entre revenus et demande fait que les simulations sont limitées (focalisant sur budget, prix mondiaux, financements extérieurs,…)
- la nature agrégée des recettes ne permet pas une prévision détaillée des recettes fiscales
- l'offre étant donnée ne permet pas une analyse du cycle économique qui suppose que la demande telle qu'influencée par le sous-emploi, la pression inflationniste et le taux d'intérêt puisse déterminer le niveau d'output en dessous de la pleine capacité
- la nature agrégée des revenus (PIB) dans les CM-PF et l'absence de fonctions de production ne permet pas une analyse de la répartition, l'emploi et la pauvreté.

19. Pour ces raisons, d'autres outils sont nécessaires, tandis que les CM-PF peuvent en fournir certaines données, utiliser les résultats et avoir des interfaces avec eux. Il semble souhaitable de créer une boîte à outils minimum, à développer progressivement, tout en gardant le CM-PF comme outil de base et point de départ pour développer d'autres outils (voir ex. Tableau 4.)

Table 4. Outils de PAPM, complémentaires aux CM-PF

	caractéristiques	responsabilité	lien avec CM	remarques
Outil de base				
Cadrage macroéconomique Programmation financière	outil de base	Direction 'PAPM'	….	
Compléments a court terme				
module de prévision des recettes fiscales	taux-assiettes-recettes-exos détailles	Douanes/Impôts & Dir 'PAPM'	itérations CM – module	
DSGE a CT pour politiques monétaires & budgétaires (type FPAS)	cyclique, orienté par la demande	Banque centrale & Dir PAPM	CM fournit inputs yc taux d'équilibre	
Compléments a moyen et long terme				
CGE répartition, emploi, pauvreté	ancré sur TES/SAM et EBM	Direction 'Planification' & Dir 'PAPM'	en partie calibre sur CM	CM peut incorporer certains éléments de CGE et DSGE
DSGE a LT (capital public, croissance, dette)	structurel, optimisation intertemporelle, assez agrégé	Direction 'Dette' & Dir PAPM	CM fournit inputs	
Compléments a court er moyen terme				
Modèle macro-économétrique	vérification de cohérence au niveau agrégé	Direction 'PAPM'	CM fournit inputs	

Pour l'analyse à court terme, cette note propose deux « candidats » :

20. **A. DSGE-FPAS.**[4] Ce type de modèle—dont il y beaucoup d'applications pour pays à faibles revenus (PFR) yc en Afrique—est important pour gérer le cycle macroéconomique, principalement avec les politiques monétaires. Basé sur fondements micro-économiques, il trace les agrégats macroéconomiques avec un rôle pour les 3 prix (P, R, ER). Le schéma d'équations du Tableau 1 s'applique mais les variables sont exprimées en déviation de leurs tendances ou niveaux d'équilibre : (1) la fonction d'offre devient une courbe Phillips ; (2) l'équilibre du marché des biens est représenté par le 'output gap'—fonction de la demande comme influencée par le taux d'intérêt et le taux de change réel ; (3) l'équilibre extérieur est représenté par une règle d'arbitrage ou le taux de change interagit avec le différentiel des taux d'intérêt ; et (4) l'équilibre monétaire est implicite et prend la forme d'une de fixation du taux d'intérêt par la Banque centrale en réponse au output gap et à un excédent de l'inflation anticipé sur l'objectif d'inflation.

21. Le modèle a besoin des taux de croissance, taux d'intérêt et taux de change d'équilibre qui sont soit approximés par leurs tendances observées, soit estimés, soit choisis. Cependant il semble préférable d'utiliser les projections de ces variables provenant du CM-PF.

22. **B. Module de recettes**. Un module de prévision de recettes fiscales en détail et à court terme (1-2 ans) est un complément nécessaire au CM-PF qui ne comprend

[4] FPAS: Forecasting and (Monetary) Policy Analysis System, developpé principalement par le Departement de recherche du FMI, avec appui des services de certaines banques centrales.

typiquement que 4-5 catégories de recettes. Le module prend en compte plus de catégories de recettes mais aussi les taux légaux, les assiettes, les exonérations et les taux de taxation effective.

23. **Il semble crucial d'envisager un lien étroit entre la projection des recettes du CM et celles du module dans un processus itératif.** Le CM-PF fournit la projection initiale des recettes et les grands agrégats macroéconomiques y associés (ex. taxes directes (hors mines) en fonction du PIB non agricole). Le module de recettes utilise entre autres les agrégats du CM-PF pour sa projection en détail. Les recettes par catégorie détaillée sont par la suite agrégées selon les mêmes catégories que le CM et comparées avec les résultats du CM-PF. En fonction des différences constatées et des objectifs de la politique fiscale, les taux légaux, assiettes, effort de collecte, exonérations etc. sont révisées et répercutées à la fois dans le CM-PF et le module recettes.

Pour l'analyse à moyen et long terme, cette note propose deux « candidats » :

24. **C. Modèle CGE.** Ce modèle lie la projection des outputs sectoriels aux revenus des facteurs, à l'emploi et aux revenus des groupes socioéconomiques (ex. ménages), et à la demande finale. Les simulations permettent des prédictions sur l'impact des politiques économiques sur la répartition et la pauvreté. Ce type de modèle est assez intensif en ressources humaines et données ; et une fois achevée, la calibration tend à être pour une année de base assez lointaine. Pour cette raison un CGE est assez difficile à utiliser d'une façon simultanée et cohérente avec un CM-PF.

25. **Une approche alternative—plus simple mais moins précis—consiste à lier les projections d'output sectoriel du CM-PF aux résultats des Enquêtes sur le Budget des Ménages** (EBM). A l'aide d'une ou plusieurs EBM—qui tracent la répartition des revenus sectoriels entre facteurs et groupes de ménages—et sous certaines hypothèses, on peut faire des prédictions sur l'impact sur la répartition (et l'incidence de la pauvreté) des scenarios macroéconomiques qui affectent les outputs sectoriels. Cette approche est évidemment partielle entre autres du fait que les effets d'entrainement (production-répartition-demande finale-prix-production) son absents.

26. **D. Modèle DSGE à LT**.[5] Ce modèle a pour but d'analyser la relation entre investissement public, croissance et dette. Il répond en partie aux critiques adressées à l'Analyse de viabilité de dette (AVD) traditionnelle-qui est une extrapolation simplifiée du CM-PF-notamment : son cadre analytique faible ; l'absence de fonctions de production qui permettent de capter le capital public (ex. infrastructure) sur la productivité du capital privé ; et la difficulté d'analyser différentes options de financement de l'investissement public et leur impact sur les revenus et les ratios de dette. Les DSGE à LT sont des modèles CGE à 2 ou 3 secteurs qui dérivent les prix d'équilibre (prix, taux d'intérêt réel et taux de change réel) grâce à une optimisation intertemporelle qui détermine simultanément l'épargne, l'investissement, l'emprunt intérieur et extérieur, tout en traçant la dette publique dans le temps.

---

[5] Développé principalement par le Département de recherche du FMI, avec appui de DfID.

27. Le modèle DSGE à LT a été mise en œuvre pour plus de 20 pays (dont 6 membres de l'UEMOA).[6] Il a permis d'analyser les principaux compromis à moyen terme des scenarios d'augmentation de l'investissement public et de son financement, et de quantifier la relation entre rendement brut du capital public et les coûts de l'emprunt. Aussi ont-ils été des compléments utiles aux AVD. Cependant, il a un nombre de désavantages, notamment:

- carence de spécificités sectorielles (en termes de secteurs, détails de la BdesP, taxation) du fait du niveau d'agrégation du modèle
- faible plausibilité des comportements d'épargne, d'investissement, d'emprunt (un seul 'agent' optimisant)
- vaste besoin en paramètres, souvent non disponible pour le pays.

28. Pour cette raison, il semble utile d'envisager une approche alternative qui consiste à incorpore dans les CM-PF (et AVD) certaines idées clés des DSGE à LT, Il s'agit notamment de: (i) inclure le capital public dans les fonctions de production sectorielles ainsi que l'efficience de l'investissement public (cf. Tableau 3) ; (ii) spécifier l'épargne et les flux de capitaux privés comme fonctions des revenus, (du différentiel) des taux d'intérêt réel et projeter l'investissement privé comme déterminé par l'épargne (éq.5b) ; et (iii) spécifier la demande d'importation (hors certaines catégories) et de l'offre d'exportations (hors ressources naturelles) comme une fonction du taux de change réel et de résoudre l'équation pour la BdesP pour le taux de change d'équilibre. Ce *mainstreaming* d'éléments de l'approche DSGE maintiendrait le CM-PF comme outil de base y compris ses détails sectoriels, budgétaires etc. tout en améliorant son contenu analytique, notamment au niveau de l'impact du capital public sur la productivité.

Pour l'analyse à court et moyen terme

29. E. Modèle macro-économétrique. Un modèle macro-économétrique agrégé servirait comme check de plausibilité à la fois du CM-PF et des simulations des modèles du type CGE et DSGE. Tandis que ce type de modèle a l'avantage d'être ancré sur une série temporelles d'observations (au lieu de sur une ou quelques années), il semble avoir aussi un nombre de désavantages :

- paramètres estimés sont de la forme réduite, et non pas les paramètres structurels
- niveau d'agrégation ne permet pas les détails nécessaires aux programmes économiques
- champs de simulation est assez limitée
- paramètres estimés reflètent une période passée; peut être moins pertinents pour le futur.

V. Structure institutionnelle pour la gestion macroéconomique

30. Cet aperçu du rôle des CM-PF et d'autres outils de PAPM conduit a un nombre de réflexions sur une stratégie de développement des capacités

[6] Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Sénégal, Togo, Bénin et Niger ; et hors UEMOA pour le Guinée.

macroéconomiques dans les services du pays. L'expérience vécue et observée suggère un nombre de caractéristiques de la structure institutionnelle qui contribuent à la création progressive d'une capacité 'PAPM' forte et durable:

(i) une *direction de prévision/modélisation* forte, au sein du MEF avec un mandat claire et un lien direct au Management du MEF et à la structure de coordination du DSRP/programme économique ; la direction doit être bien équipée, avec un personnel stable et motivé

(ii) la direction serait responsable pour le CM et d'autres outils, en collaboration avec d'autres services et assurerait un *vrai échange sur le CM avec le FMI* et d'autres PTF

(iii) une *feuille de route* pour l'élaboration des outils, publications et d'autres 'produits', en conjonction avec un programme de renforcement des capacités

(iv) une *structure de coordination* nationale entre agences concernées avec réunions régulières (ex. sous forme d'un Comité Macro et un sous-comité modélisation) ; le secteur privé pourrait être associé à certaines réunions du Comité Macro

(v) une *coopération régionale* entre les services pour échanger sur les meilleures pratiques et l'harmonisation

(vi) un *appui de la part d'un ou plusieurs PTF* pour une longue durée et focalisant sur l'appropriation et le développement joint des outils;

(vii) un tel appui peut comprendre des *partenariats entre institutions* nationales et institutions de formation/recherche de réputation internationale.

Cadrages macroéconomiques et cadrages budgétaires dans les pays de l'Afrique de l'Ouest,

Présentateur : M. Severin Y. Kamgna, Conseiller résident AFW

1. **Contexte**

- ***Cadrage macroéconomique:***
    - Prévision faite pour évaluer et orienter les grands traits caractéristiques d'une économie, dans un contexte international et sur un horizon donnés, et vers des objectifs macroéconomiques (croissance, équilibre macroéconomique, stabilité, etc.).
    - Il consiste à déterminer par étapes successives les différents agrégats des secteurs macroéconomiques (secteur réel, finances publiques, secteur extérieur, secteur monétaire) avant d'assurer la cohérence d'ensemble et les conditions d'atteinte des objectifs.
- ***Cadrage budgétaire:***
    - exercice consistant à déterminer des objectifs budgétaires globaux (de recettes mobilisables, de dépenses totales, de déficit, etc.) et d'allocation intersectorielle des ressources, comportant des plafonds de dépenses par ministère, dans un contexte macroéconomique donné.

En général, le cadrage macroéconomique constitue la première étape de la procédure budgétaire. La projection des principaux comptes macroéconomiques (ex. secteur réel, balance des paiements, comptes monétaires, situations des finances publiques) permet de déterminer les perspectives de recettes, d'équilibre ainsi que le niveau global des dépenses. Les projections du TOFE constituent le pont entre les deux cadrages

Le contexte actuel est marque par Nouveau cadre légal et réglementaire de la Gestion des Finances Publiques notamment :

- le code de transparence
    - pluri-annualité budgétaire
    - calendrier de préparation du budget
- loi organique relative aux Lois de finances
    - Obligation de produire le DPBEP
    - Obligation de produire DPPD et le PAP

Quelles sont les implications ?

- Un rôle stratégique du cadrage macroéconomique et budgétaire
- la prise en compte des objectifs d'équilibre budgétaire et financier à moyen terme inscrits dans le DPBEP ou le CBMT;
- la distinction de l'impact sur la trajectoire budgétaire de l'environnement macroéconomique et des mesures discrétionnaires du Gouvernement;
- des évolutions dans la construction et l'articulation entre cadrage macroéconomique et cadrage budgétaire

Plus spécifiquement, le nouveau cadre légal de GFP implique:

- Un encadrement strict des travaux de cadrage

- Un lien explicite entre l'économie et le budget
- Un débat institué sur le cadrage macroéconomique et budgétaire
- en conseil des ministres
- Et un Débat d'orientation budgétaire au sein de l'Assemblée nationale
- Une obligation de transparence de l'exercice
- Une obligation d'exhaustivité
- Un cadrage sur au moins quatre ans (n➔n+3) cohérent avec les instruments de la programmation économique, budgétaire et sectoriel

2. **Programmation pluriannuelle et prévisions des finances publiques**

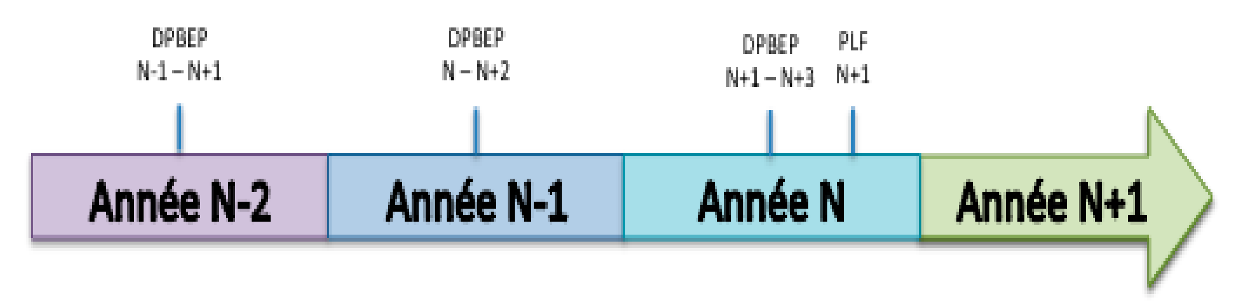
Avant la mise en place du DPBEP/CBMT, les premières prévisions macroéconomiques et de finances publiques pour l'année N+1 étaient menées en début d'année N, conduisant au PLF.

Les services disposent désormais d'une prévision, dans les grandes lignes, de la cible visée par le Gouvernement dès l'année N-2

Désormais, l'initiation du processus de prévision macroéconomique et budgétaire en début d'année N tient compte de :

- l'évolution de l'environnement macroéconomique depuis le dernier DPBEP/CBMT (juin N-1), et le dernier REF (sept N-1);
- les décisions politiques relatives à la modification (ou non) des cibles présentées dans le DPBEP (N-1);
- la stratégie de finances publiques associée.

Dates des prévisions officielles successives pour l'année N+1



Les premières étapes de la préparation du budget ont été enrichies par l'existence d'un document de programmation pluriannuelle (DPBEP/CBMT)

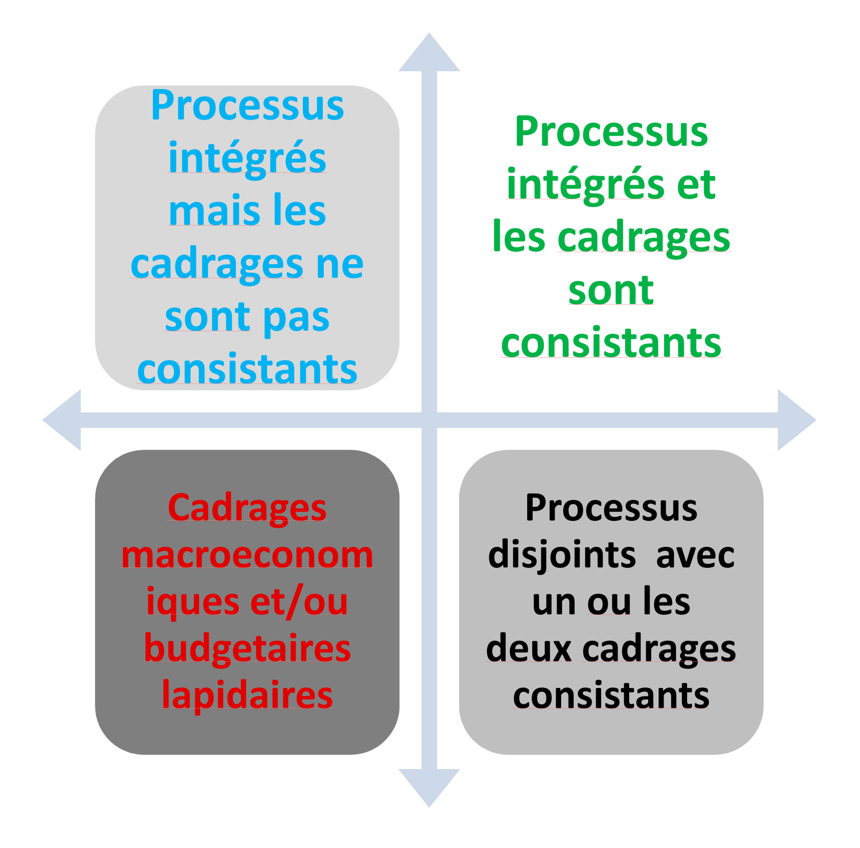
Ainsi, il y a une la nécessité d'une forme de chaînage entre les documents pour expliquer les écarts éventuels de prévision, par exemple:

- en affichant dans les tableaux du DPBEP N+1 – N+3 une colonne de rappel des prévisions du DPBEP précédent afin d'expliquer les éventuelles modifications apportées à l'évolution de l'environnement macroéconomique et des finances publiques sur les années N+1 et N+2 ;
- en affichant dans les tableaux du REF (Rapport Economique et Financier) pour l'année N+1 une colonne de rappel des prévisions du DPBEP présenté fin juin N, au cas où les prévisions auraient évolué (notamment du fait d'un collectif éventuel).

3. **Prévisions macroéconomiques et prévisions budgétaires**

3.1. Situation actuelle

Les pays membres d'AFW se situent dans la partie basse des cadrans ci-dessous



Les processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques sont encadrés pour la plupart par les décrets fixant le calendrier budgétaire.

Leurs validations ou contrôle de cohérence devraient en principe être de la responsabilité des Comités institutionnels créés à cet effet (Comité PIB, Comité PIB-TOFE, Comité de Cadrage…), mais ces derniers pour la plupart ne fonctionnent pas.

Toutefois, ils existent des cas où :

- les processus sont totalement disjoints;
- les échanges entre les services sont informels
- et les processus de bouclage entre les prévisions macroéconomiques et des prévisions des finances publiques ne sont pas formalisés.

De plus:

- ✓ Il y a également une carence d'outils de simulation et de formation pour pouvoir conduire des études sur l'interaction entre environnement macroéconomique et situation des finances publiques (FARI model, …);

- ✓ Les arbitrages de la Direction du budget ne sont pas basés sur une analyse systématique et chiffrée des aléas pesant sur les prévisions et/ou une analyse de sensibilité des hypothèses de prévision (Fiscal Risk) .

S'agissant des recettes :

- ✓ Chaque direction impliquée dans les prévisions de recettes fiscales (DGE, DGI, DGD) utilise un cadre théorique de prévision différent, optimisé en fonction des outils et des données qu'elle a à sa disposition
- ✓ la comparabilité des modèles et des hypothèses de prévision de la DGE et des régies est limitée et la complémentarité des approches n'est pas exploitée pour les arbitrages : vision macroéconomique de l'impôt et effets retour de la fiscalité sur les agrégats économiques pour la DGE, vision microéconomique de l'impôt et estimation des capacités de recouvrement pour les régies.

3.2. Cadrage macroeconomique et budgetaire: Doit on fondre les deux processus?

- ✓ Avantages :
  - Dispositif unique
  - Objectifs budgétaires intégrés dans le cadrage macro.
  - Interactions entre les allocations de ressources et le cadrage macro.
  - TOFE et allocations intersectorielles.
- ✓ Contraintes :
  - Nomenclature budgétaire différente de la nomenclature du TOFE
  - Risque d'agrégation élevé et de pertes d'informations élémentaires
  - Périodicité des cadrages
  - Prise en comptes des conférences budgétaires
  - Disponibilité des informations des administrations décentralisées et des sociétés publiques

4. Recommandations

- ✓ Adopter un calendrier en matière de bouclage entre prévisions macroéconomiques et prévisions de finances publiques ;

- ✓ Renforcer les capacités des services (y compris en outils de simulation statistiques) pour entreprendre les simulations sur l'interaction entre environnement macroéconomique et finances publiques ;

- ✓ Adopter un cadre théorique partagée pour la prévision des recettes afin d'ameliorer la comparabilité des modèles et des hypothèses de prévision de la DGE et des régies;

- ✓ Produire une analyse hiérarchisée des risques budgétaires et aléas pesant sur la prévision, selon leur probabilité de réalisation et le chiffrage de leur impact éventuel.

Session 4 : Elaboration et simulation de politiques économiques,
Modérateur : M. Jean Le Dem, Directeur AFW

Quels dispositifs d'élaboration des Stratégies de Réduction de la Pauvreté ou de Développement Durable ?
Présentateur : M. El Hadji Fall, Conseiller économique, PNUD Benin

Introduction

- L'élaboration des Stratégies de développement (SCRP, DSRP, SCADD, DPES) est aujourd'hui sous l'influence de facteurs qui bouleversent leur conception:
  - les OMD / ODD
  - Les nouveaux instruments de programmation budgétaire pluriannuelle
  - les thématiques transversales (genre, droits humains, changement climatique)
  - Les évolutions du financement du développement
- Ces bouleversements sont à situer dans le cadre plus large des évolutions des paradigmes conceptuels du développement: PAS, DHD, CSLP, OMD, GAR.
- Les OMD/ODD soulèvent la question des objectifs prioritaires du développement
- Les instruments de programmation budgétaire soulèvent la difficulté de l'alignement des stratégies nationales et sectorielles sur les budgets nationaux
- Le FDD pose la problématique du cadrage des ressources disponibles aux priorités de développement
- Ces problématiques appellent des réponses qui se structurent en deux niveaux:
  - Les fonctions et les outils de la planification
  - La conception des politiques et stratégies
- Un travail d'harmonisation et d'articulation des perspectives temporelles, des orientations stratégiques et des objectifs de développement est ainsi à mener pour assurer une cohérence globale de la planification
- Ce travail appelle la définition d'une approche fédératrice des démarches entreprises au niveau centralisé et au niveau sectoriel d'une part, et d'autre part de mise en cohérence des politiques avec la programmation budgétaire.

4. Les principes

➢ **PARTICIPATION ET INCLUSIVITE**

- Impliquer tous les acteurs dans le choix des priorités, des actions, les décisions d'allocations financières :
- départements ministériels, directions d'études et de planification, unités de gestion de projets, secteur privé, organisations professionnelles et autres organisations de la société civile, partenaires techniques et financiers…

➢ **GAR**

- Relation claire actions -coûts associés et objectifs à atteindre dans le cadre des SD.
- Matrice de cadre logique qui détaille par axe, programme et secteur les indicateurs et les cibles à atteindre

➢ **LEADERSHIP**

- Implication des hauts responsables:
- \- Liste des actions prioritaires et leur niveau de priorité;

- - Arbitrage sur la ventilation des dépenses allouées aux actions;
- - Définition des indicateurs et cibles

➢ **REALISME**

- Programmation cohérente avec la capacité d'absorption et mobilisation des ressources , et les scénarios
- Documentation claire des financements

➢ **PROBLEMATIQUES TRANSVERSALES: GENRE – CC – DH**

- - Prise en compte dans la définition des actions
- - Eventuel codage spécifique
- - Prise en compte dans les indicateurs / cibles

5. Les enjeux du cadrage macroéconomique des stratégies de développement

1. Soutenabilité du cadre macro par rapport aux orientations, objectifs et priorités de développement
2. Articulation des priorités aux budgets-programmes
3. Chiffrage des PAP et pris en compte dans les scénarios de cadrage

➢ ***Définir une approche méthodologique***

- Le choix entre :
  - *Les approches par les besoins (DSRP, PAP et CDMT calés sur les OMD/ODD)*
  - *Les approches fondées sur la contrainte (CDMT alignés sur les contraintes de cadrage macroéconomique traduites dans le Tableau prévisionnel des Opérations Financières de l'Etat)*
- Le risque d'esquiver le besoin de mise en cohérence entre besoins ressortant d'une démarche bottom-up sans contrainte et les ressources « raisonnablement prévisibles »
- D'où l'importance des scénarios alternatifs

➢ ***Articulation des stratégies au cadrage***

- Une démarche itérative

Elle comporte plusieurs étapes à savoir :

- Evaluation des coûts des interventions : costing du PAP;
- Hiérarchisation des actions prioritaires du costing;
- Faire le cadrage macroéconomique sur la base d'un scénario central (BAU) en vue de déterminer le seuil des investissements pour l'économie du pays;
- Sur la base des résultats de ce premier cadrage, arrêter le Programme d'Actions Prioritaires (PAP) correspondant suivant la hiérarchisation des priorités définies
- Ensuite, faire les scénarios alternatifs qui étendent le cadrage à la mobilisation de ressources supplémentaires (investissements supplémentaires)
- Liens avec un PAP élargi….

Les deux premières étapes permettent de disposer d'un Programme d'Actions prioritaires (PAP) chiffré où les actions sont ordonnées par ordre de priorité mais sans contrainte financière. Elle comporte des actions alignées sur les objectifs (ODD, CC, etc.).

A cette étape, la priorisation des actions est basée sur les choix des actions indispensables pour la réalisation d'abord des actions prioritaires et ensuite de façon générale pour l'atteinte de l'ensemble des objectifs.

La troisième étape permet de préciser les contraintes budgétaires globales et de façon particulière les niveaux d'investissement requis pour chaque secteur

Elaboration des scénarios alternatifs liés aux financements et à des contraintes structurelles internes (Décaissements relativement lents, capacités d'absorption limitées, etc.)

- Un scénario prudentiel
- Un scénario dynamique (avec ressources naturelles supplémentaires: uranium, pétrole, etc.)
- Worst case scenario
- Scénario candide (meilleur des mondes)
- Scénario Table ronde
- Etc…

6. Fil directeur

➢ ***Mieux faire le lien entre la situation de référence, les politiques et les résultats attendus***

Taxinomie des chocs macroéconomiques en Afrique de l'Ouest et prise en compte dans la formulation des programmes économiques,
Présentateur : M. Severin Y. Kamgna, Conseiller résident AFW

1. **Typologie des chocs**

Un choc économique peut être défini comme un événement qui a des effets négatifs sensibles sur l'économie, est dans une large mesure inattendu (*problème de prévisibilité : Quand un choc est prévisible, il devient un risque quantifiable*) et dont l'impact échappe généralement aux anticipations des marches et au contrôle du gouvernement

On distingue :

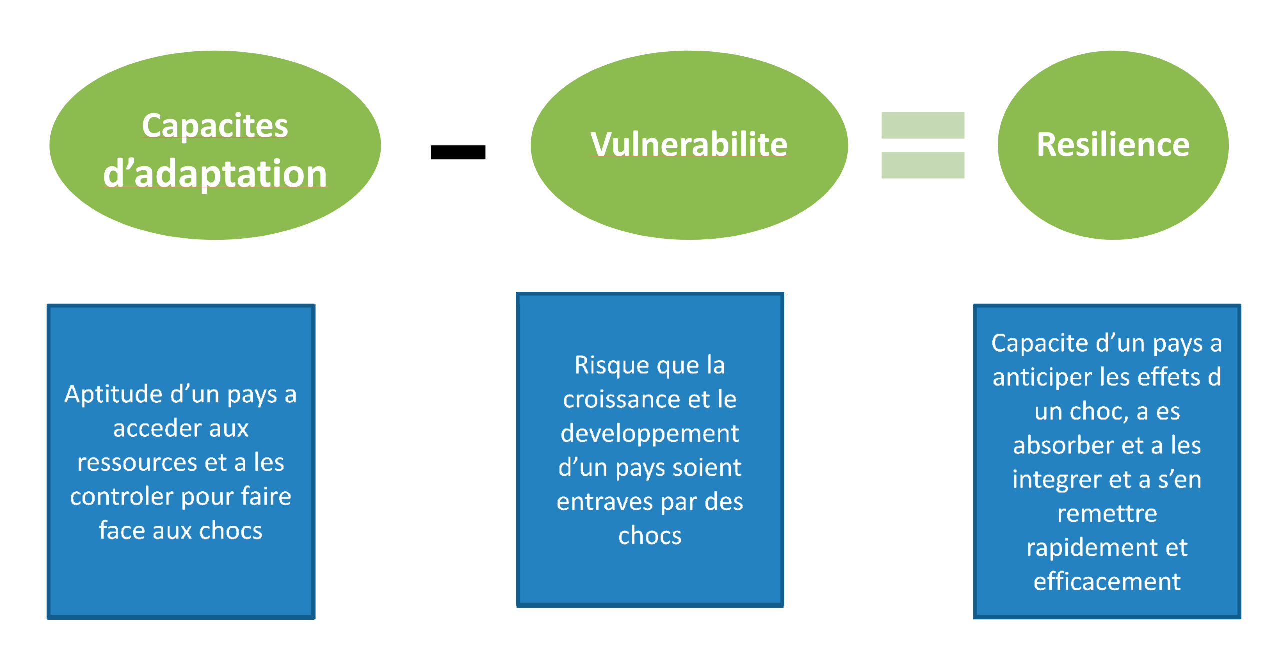
- ✓ *Les chocs sanitaires* (Ebola, VIH SIDA, paludisme, mortalité infantile…)
- ✓ *Les chocs sociopolitiques et sécuritaires* (contentieux électoraux, guerres civiles, coups d'Etat, émeutes,…)
- ✓ *Les chocs ou catastrophes naturels* (inondation, sécheresse, tremblement de terre…)
- ✓ *Les chocs alimentaire et énergétique* (volatilité des prix, …)
- ✓ *Les chocs financiers* (marches financiers mondiaux, activités des groupes bancaires panafricains, transferts illicites de capitaux…)
- ✓ *Les chocs de fluctuation des cours des produits de base* (prix du pétrole et des autres matières premières,...)
- ✓ *Les autres chocs* (la fuite des cerveaux, l'urbanisation, le terrorisme…)

Un choc permanent du côté de l'offre peut provenir d'une nouvelle technologie qui réduit les coûts de production de façon générale, dans un secteur, ou qui donne naissance à un nouveau secteur (TIC par exemple).
En revanche, on peut avoir des chocs d'offre tout à fait temporaire comme une sécheresse qui frappe le secteur agricole.
Mais en général, les chocs permanents (ou de longue durée) touchent le côté de l'offre et les chocs temporaires s'exercent du côté de la demande et/ou sont induits par l'action des pouvoirs publics.

2. **Résiliences et vulnérabilités face aux chocs**

Les chocs provoquent des crises (crises alimentaire, énergétique, climatique,…) dont l'impact sur les pays dépend de leur capacités a y faire face.

Résilience (politique) = réduire les vulnérabilités systémiques (fonction de l'ampleur et des fréquences des chocs) et renforcer les capacités d'adaptation,



3. **Choix de politiques macroéconomiques**

	Chocs symétriques sur un pays ou une zone monétaire			
	Temporaire		Permanent	
	Demande	Offre	Demande	Offre
Politique monétaire	Peut aider à stabiliser la demande globale	Peut aider à stabiliser la production. Par définition, les effets sur les prix sont transitoires	Rôle limité	Rôle limité
Politique budgétaire	Peut aider à stabiliser la demande globale	Peut aussi aider à stabiliser la production	Rôle limité	Rôle limité
Politique structurelle	Rôle limité	Rôle limité	Rôle important afin de faciliter et éviter de retarder l'affectation des ressources	Rôle important afin de faciliter et éviter de retarder l'affectation des ressources
Exemple	Variation de la demande d'exportation	Chocs sur le prix du pétrole	Unification allemande	Chocs sur les salaires

À court terme, les politiques macroéconomiques ont un rôle important à jouer pour réduire l'effet des chocs sur l'instabilité de la croissance économique.

À long terme, la structure productive des économies, en particulier le poids des secteurs pétrolier, minier et agricole d'exportation, détermine fortement l'ampleur des chocs macroéconomiques. Les politiques de diversification de la production sont donc cruciales.

De même la mise en œuvre des filets de sécurité sociale et la constitution de réserves/épargnes financières sont importantes.

4. **Recommandations**

Dans le contexte des pays de l'Afrique de l'Ouest, en proie à de multiples chocs exogènes, il convient de renforcer la capacité de prévention et/ou de réaction en se dotant d'outils de simulation d'impacts et d'analyse de sensibilité adéquat (ex-ante et ex-itinere) et d'évaluation d'impact (ex-post).

Les Modèles d'analyse d'impacts et de simulation des chocs de politique économique, Présentateur : Mme Anne Epaulard, Professeur à l'Université Paris-Dauphine

Introduction

- ***Typologie des modèles macroéconomiques***
    - Modèles quasi-comptables (+ modules d'analyse de soutenabilité de la dette)

    - Modèles d'Equilibre Général Calculable (MEGC)
    - Modèles d'Equilibre Dynamiques (RBC, DSGE)

    - Modèles macro-économétriques
    - Modèles VAR

- ***Types de question que l'on souhaite aborder avec des modèles macroéconomiques***
    - Impacts de chocs exogènes (à court terme, à long terme)
    - Politique fiscale (structure de la fiscalité)
    - Politique budgétaire et monétaire
    - Politique structurelle

1. Les chocs et politiques à simuler

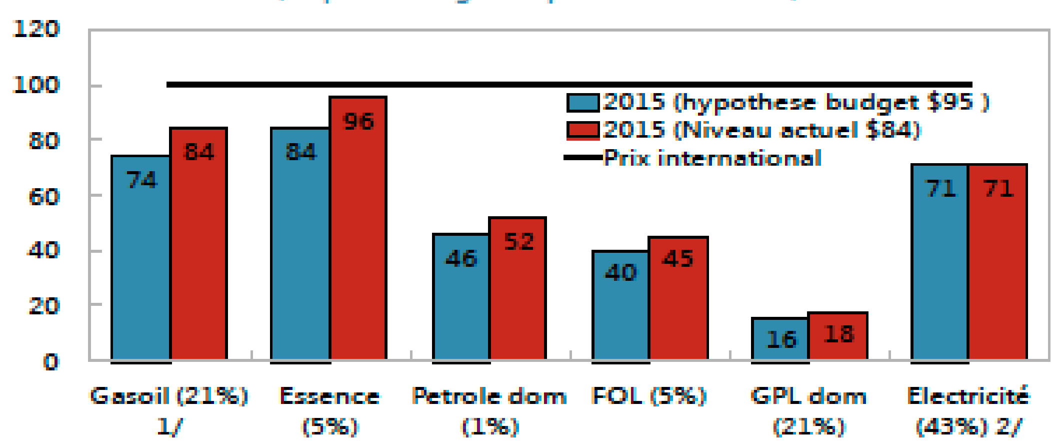
- ***Impact de court terme d'un choc exogène***
    - Pas nécessairement besoin d'un modèle très sophistiqué.
    - On peut essayer de réfléchir à l'ensemble des points d'impact du choc et à quantifier les effets à partir d'un modèle Quasi Comptable

- ***Mesurer l'impact de court terme d'une baisse du prix du pétrole – Le cas de la Tunisie***[7]
    - Points d'impact identifiés :
        - Les importations de pétrole (volume inchangé à court terme, mais baisse des prix …..sauf pour les contrats à terme signés à prix fixes) ;
        - Baisses des subventions à l'énergie (qui maintenaient le prix de l'essence en dessous du prix mondial) ;
        - Pas d'effet sur l'indice des prix à la consommation, ni sur la consommation des ménages ;
        - Légère baisse d'activité chez les compagnies pétrolières et moindres bénéfices (…donc moins d'impôt sur les bénéfices).

---

[7] Source : Rapport FMI 2014 sur la Tunisie (cr14362f)

Prix de l'energie
(En pourcentage des prix internationaux)



Sources: Autorités tunisiennes et calculs des services du FMI.
1/ entre parenthèses: pourcentage du total des subventions sous le niveau du budget.
2/ Les couts de production d'électricité ne devraient pas impactés en raison des decalages dans les ajustements du prix du gas contracté.

Tunisie : Impact en 2015 de la baisse des cours du pétrole

	Référence	Scénario	Diff.
Croissance (pourcentage)	3.0	2.9	-0.1
Inflation (pourcentage) 1/	5.0	5.0	0.0
Compte courant (pourcentage du PIB)	-6.4	-6.2	0.2
Solde global (pourcentage du PIB)	-6.2	-5.7	-0.5
Subventions énergétiques	2.0	1.3	-0.7
Impôt sociétés pétrolières et autres recettes	2.2	2.0	0.2
Pour mémoire:			
Réserves brutes fin 2015 (milliards dollars)	10.1	10.2	0.1

Source : estimations des services du FMI.
1/ IPC, moyenne.

- ***Politiques fiscales***
- Exemples (tirés de travaux de la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques, MEF du Sénégal)
    - Que se passe-t-il si on réduit les subventions aux énergies et que l'on réduit (pour un même montant) l'impôt sur le revenu des ménages ?
        - Impact macroéconomique
        - Impact sur la pauvreté
    - Que se passe-t-il si l'Etat réduit ses arriérés et en échange augmente l'impôt sur les sociétés ?

- Difficile dans ce cas là de se passer d'un modèle (MEGC, DSGE) ….même si on doit faire une analyse fine des points d'impact avant même de commencer à faire tourner le modèle
- Une règle à respecter:
    - Ne simuler que des politiques neutres budgétairement (on remplace un impôt par un autre pour un montant équivalent « ex ante »)
- ….., il ne faut pas s'attendre à des effets gigantesques sur l'activité, mais il est possible de gagner un peu de croissance en substituant des impôts peu distorsifs (impôt à la consommation) ou corrigeant des externalités négatives (taxes sur l'énergie) à des impôts qui pénalisent l'activité (droits de douane, impôts sur les facteurs de production).

- ***Politiques budgétaires***
- Un exemple :
    - Réduction des dépenses publiques (en point de PIB) + réorientation des dépenses publiques (plus d'investissement moins de dépenses de fonctionnement)
- Dans ce cas on s'attend à une croissance plus faible à court terme ….mais une croissance plus forte à long terme et une meilleure soutenabilité de la dette.
- Seul un modèle permet de mesurer les effets ….mais ceux ci dépendront beaucoup des paramètres du modèle : Il faut faire les simulations plusieurs fois en changeant les valeurs de paramètres

- ***Politiques d'ouverture commerciale***
- Un exemple :
    - Accord de libre échange continental en Afrique (CFTA)
- Les effets des accords commerciaux sont difficiles à appréhender car ils se traduisent par des changements de structure (via des effets de spécialisation) dans les économies
- Besoin d'un modèle multi-pays pour prendre en compte les effets de rétroaction

2. Le protocole d'utilisation des modèles

Ce que l'on souhaite :

- Un modèle « crédible » auprès des décideurs de politiques économiques :
    - Relative stabilité des résultats au cours du temps ;
    - Capacité des équipes de modélisateurs à exposer l'essentiel des résultats de façon claire, précise sans entrer dans les détails techniques.
        - Au ministère des finances : notes ministres de 1,5 page maximum (quitte à avoir quelques pages d'annexe pour les tableaux).
    - Information disponible sur les principaux résultats du modèle (« Cahier de variantes de base »)
- ***Les équipes techniques :*** 3 personnes minimum sachant utiliser le modèle, renouvelées par tiers chaque année de façon à assurer transmission et stabilité.
- ***La hiérarchie :***
    - idéalement quelqu'un N+1, ou N+2 ayant à un moment dans sa carrière été modélisateur …..mais surtout pas quelqu'un ayant passé toute sa carrière à faire / utiliser des modèles.

  - Le chef est là pour faire passer les résultats auprès des décideurs de politiques économique…., il faut qu'il soit suffisamment « éloigné » du modèle, tout en comprenant les résultats.
- Un modèle n'aura jamais été pensé / construit pour répondre à toutes les questions auquel il aura à répondre.
- C'est une perte de temps de construire un nouveau modèle à chaque fois que l'on cherche à répondre à une nouvelle question.
- La solution : ajuster le modèle à la marge lorsque cela est possible, ou développer des modules annexes avec des spécialistes du secteur utilisés en amont du modèle principal

Besoins d'assistance technique et de développement des capacités en analyse et prévision macroéconomiques et possibles interventions d'AFRITAC de l'Ouest,
Présentateur : M. Severin Y. Kamgna, Conseiller résident AFW

1. **Synthèse des besoins (voir point 2)**
2. **Principaux axes d'intervention d'AFW**

Les principaux axes d'intervention d'AFW dans ce domaine sont :

Axe1:Mise à niveau des dispositifs institutionnels d'analyse macroéconomique

Axe2: Amélioration des dispositifs de suivi de la conjoncture et de prévision de court terme, y compris sur les recettes fiscales

Axe3: Amélioration des modèles de cadrage macroéconomique, de simulation de chocs exogènes ou d'impacts de politique économique

Axe4:Renforcement des capacités, identification et partage des bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'analyse et de prévision macroéconomiques

3. **Modalités d'intervention d'AFW**

Les modalités d'intervention d'AFW dans ce domaine sont :

- ✓ Mission AT du Conseiller Résident ou d'Experts Court terme
  - o Mission ponctuelle
  - o Conception et suivi PPAT
- ✓ Séminaires / cours régionaux (ex. cours en décembre 2015 à Dakar sur l'intégration régionale avec ICD et séminaire en Janvier 2016 à Dakar sur la simulation des chocs)
- ✓ Séminaires/Ateliers Nationaux
- ✓ Organisation de stages d'imprégnation
- ✓ Rédaction de notes techniques et de guides méthodologiques

4. **Exemple de la Guinée Bissau**

La dernière mission effectuée en Guinée Bissau par le Conseiller Résident est un exemple d'Assistance technique que peut effectuer l'AFW. Elle a consisté en l'élaboration d'un programme pluriannuel d'appui à l'amélioration du suivi de la conjoncture et des prévisions macroéconomiques en Guinée Bissau. Il s'articule en 9 axes majeurs :

Axe 1 : Amélioration de la Coordination Institutionnelle dans le domaine de l'analyse macroéconomique
Axe 2 : Elaboration et diffusion de l'information statistique conjoncturelle
Axe 3 : Amélioration des prévisions macroéconomiques (élaboration d'un modèle quasi-comptable)
Axe 4 : Amélioration des prévisions budgétaires et des recettes fiscales
Axe 5 : Conduite des études sur les sources de la croissance et des fluctuations
Axe 6 : Renforcement de la coopération avec les universités et les operateurs économiques (utilisateurs-producteurs d'informations)

Axe 7 : Accroissement des ressources humaines
Axe 8 : Formation et renforcement des capacités dans le domaine
Axe 9 : Renforcement des dotations de la DGPEE en ressources financières, matérielles et logistiques

Les axes 1 a 4 constituent le socle du programme qui nécessite la mobilisation d'experts internationaux tandis que les axes 6-9 constituent des préalables et des activités permettant une meilleure appropriation par les cadres nationaux des développements faits au niveau des premiers axes, et l'axe 5 servirait a la capitalisation de tous les outils et instruments élaborés. Ce programme a d'ores et déjà reçu un financement de l'Union Européenne.

Axes prioritaires d'intervention dans le domaine de la modélisation macroéconomique à court terme en Afrique de l'Ouest (expériences récentes et possibilités de synergies et de coordination),
Présentateurs : Mme. Emilie Laffiteau, AFRISTAT (voir son intervention de la session 1)

M. Biaka Tedang Djoret, GIZ-Niger

M. Theophile Kabisa, GIZ-Rwanda

M. Emedetemin Nonfodji, Commission de l'UEMOA

M. El Hadji Fall, PNUD Benin

M. Ferdinand Mbakoup, BAD

B. Descriptif du séminaire

I. Contexte et justification

Les analyses macroéconomiques jouent un rôle de premier plan dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques de développement. Elles fournissent un cadre d'étude des dynamiques et régimes de croissance des pays, d'identification des sources de vulnérabilité et de fragilité économique et financière, d'anticipation des déséquilibres macroéconomiques et des enjeux sociaux et environnementaux dans la formulation de ces politiques. Les prévisions macroéconomiques et les simulations de politique économique constituent des maillons essentiels des processus d'élaboration des politiques publiques, des programmes à court, moyen et long termes, des projections budgétaires et des cadres de dépenses à moyen terme, des cadres de viabilité des déficits et de l'endettement, qu'ils soient publics ou extérieurs. Elles sont des ingrédients essentiels d'une surveillance multilatérale et sous-régionale efficaces.

Dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, les dispositifs existants dans ce domaine souffrent de carences importantes. Ils sont souvent contraints par des cadres institutionnels peu opérationnels et insuffisamment formalisés, la faible qualité des données et le manque d'indicateurs élaborés et de modèles adéquats. De plus, l'appropriation des techniques et outils disponibles est fréquemment rendue difficile par la taille et les qualifications des effectifs dédiés. Ces carences limitent la qualité des analyses macroéconomiques à la disposition des décideurs, et la profondeur du dialogue de politique économique avec les partenaires techniques et financiers (PTF), y compris le FMI. Pourtant plusieurs initiatives ont vu le jour dans la région, parfois soutenues par l'assistance des PTF, pour renforcer les capacités dans ce domaine. Le présent séminaire ambitionne de faire un état des lieux de ces dispositifs et des initiatives de renforcement en cours, y compris celle d'AFRITAC de l'Ouest (AFW), le Centre d'assistance technique du Fonds Monétaire International (FMI).

AFW s'est doté d'un volet « Analyse et Prévision Macroéconomiques » à la suite d'une décision prise en 2013 par son Comité d'orientation. A cet effet, un conseiller résident dédié spécifiquement aux questions macroéconomiques a été recruté en janvier 2015.Afin d'orienter les interventions du Centre, le conseiller résident a effectué une mission circulaire dans les pays couvert par AFW pour réaliser, de concert avec les autorités, en charge de la conception et de la mise en œuvre des politiques macroéconomiques et de la programmation financière, un état des lieux des besoins de renforcement de capacités institutionnelles et méthodologiques ainsi que des appuis des partenaires financiers et techniques dans ce domaine. Cette mission exploratoire, ainsi que les échanges avec les équipes-pays du FMI ont permis de mieux identifier la valeur ajoutée potentielle de l'assistance technique du centre dans l'amélioration i) des cadres institutionnels et stratégiques d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des politiques macroéconomiques des pays; *ii)* des instruments, outils, modèles et supports (notes, rapports, bulletins) de suivi de la conjoncture, de la prévision macroéconomique ; et *iii)* des instruments, outils et modèles, de prévision des recettes des régies financières (Impôts, Douanes et Trésor) et de cadrage budgétaire. Elle a mis à jour des synergies et mutualisations qui peuvent être effectuées avec les autres partenaires techniques et financiers, ainsi que la contribution du Centre à l'identification et aux partages de bonnes pratiques regionales et internationales dans ce domaine.

Une stratégie d'intervention découle de ces travaux et s'articule autour des quatre axes et des huit objectifs suivants :

Axes stratégiques pré-identifiés pour la période 2015-2017
Axe1:Mise à niveau des dispositifs institutionnels d'analyse macroéconomique
Objectif 1: Créer ou formaliser la coordination des activités d'analyse et de prévision macroéconomiques
Objectif 2: Améliorer le fonctionnement des structures de coordination des activités d'analyse et de prévision macroéconomiques
Axe2: Amélioration des dispositifs de suivi de la conjoncture et de prévision de court terme, y compris sur les recettes fiscales
Objectif 3: Renforcer les dispositifs de suivi de la conjoncture
Objectif 4: Renforcer les dispositifs de prévision des recettes budgétaires
Axe3: Amélioration des modèles de cadrage macroéconomique, de simulation de chocs exogènes ou d'impacts de politique économique
Objectif 5: Contribuer à l'élaboration, la révision ou la mise à jour des modèles de cadrages macroéconomiques
Objectif 6: Contribuer au développement des outils/modèles/analyses de simulation d'impact de politique économique
Axe4:Renforcement des capacités, identification et partage des bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'analyse et de prévision macroéconomiques
Objectif 7: Contribuer à la diffusion des meilleurs pratiques en matière d'analyse et de prévision macroéconomiques, y compris par l'échange entre pairs
Objectif 8: Contribuer à la formation des cadres sur les problèmes macroéconomiques contemporains

II. Objectifs

Objectif principal :

Echanger sur les dispositifs publics existant d'analyses et de prévisions macroéconomiques dans la région, les besoins de renforcement, les initiatives en cours et les axes d'intervention possibles d'AFW.

Objectifs spécifiques :

1. Présenter les enjeux et les perspectives du volet analyse et prévision macroéconomiques d'AFW pour les pays de l'Afrique de l'Ouest ;
2. Recenser les centres d'intérêt des administrations économiques et des partenaires techniques et financiers intervenant dans ce domaine afin de compléter le diagnostic

préliminaire et d'assurer une cohérence et une complémentarité dans les interventions ;

3. Partager et débattre sur les orientations retenues par le Centre dans le domaine.

III. Résultats attendus

Le séminaire permettra aux participants de:

1. échanger sur les dispositifs institutionnel, stratégique, méthodologique et opérationnel de suivi de la conjoncture, de la prévision et de l'analyse macroéconomiques ;
2. discuter des initiatives de renforcement de ces dispositifs, y compris des axes possibles d'intervention d'AFW dans ce domaine.

IV. Approche méthodologique

Le séminaire se déroulera sur une journée et demie, les 25 et 26 juin 2015 à Abidjan (hôtel IVOTEL[8]) suivant le programme en annexe. Il s'articulera autour de quatre sessions :

Session 1 : Cadres d'analyse macroéconomique conjoncturelle
Session 2 : Outils de prévision macroéconomique à court terme
Session 3 : Cadrages macroéconomiques, cadrages budgétaires et cadres de viabilité de la dette
Session 4 : Elaboration et simulation de politiques économiques

Dans le but de faciliter les échanges au cours du séminaire, outre les présentations retenues dans ces sessions, les participants des pays et institutions membres de AFW seront invités à produire des contributions écrites dans les domaines sous revus selon un canevas qui leur sera transmis par AFW ultérieurement. Toutes les présentations ainsi que les contributions sus-évoquées devront être adressées à AFW une semaine au plus tard avant le début du séminaire.

VI. Organisation

Lieu et dates : Abidjan en Cote d'Ivoire, du 25 au 26 juin 2015. Les participants seront attendus la veille de l'ouverture du séminaire et seront libres à compter du 26 juin 2015, dans l'après midi.

Personnes ressources : Un Conseiller d'AFW et deux experts.

Public cible : Les Directeurs généraux de l'économie et les directeurs de la conjoncture et de la prévision (ministères, banques centrales, institutions régionales) des pays membres d'AFW ; les responsables des PTF intervenant dans ce domaine ; les centres nationaux de recherche et de renforcement des capacités.

---

[8] Commune du Plateau, Rue Gourgass, 01 BP 1336 ABIDJAN 01, TEL : +225 20 25 66 66, Email : ivotel@ivotel.com

C. Programme du séminaire

Jeudi 25 juin 2015	
Horaires	Activités
08h30-09h00	**Accueil et installation des participants**
09h00-09h15	**Allocution de *M. Jean Le Dem, Directeur d'AFRITAC de l'Ouest***
09h15-09h30	**Allocutions de bienvenue du Ministre auprès du Premier ministre de la République de Côte d'Ivoire en charge de l'économie et des finances ou de son représentant**
09h30-09h45	*Nouveaux enjeux des politiques macroéconomiques des pays d'Afrique de l'Ouest,* ***Présentateur : M. Alain Feler, Représentant Résident FMI, Côte d'Ivoire***
09h45-10h15	**Echanges**
10h15-10h30	Photo de famille et pause café
10h30-11h30	Session 1 : Cadres d'analyse macroéconomique conjoncturelle ***Modérateur : Professeur Bamba N'Galadjo, Conseiller MEF Côte d'Ivoire*** *Le suivi de la conjoncture au Burkina Faso : organisation, fonctionnement, et programme d'activités* ***Présentateur : M. Fidèle Bama, DGEP, Burkina Faso*** *Le suivi de la conjoncture économique dans les pays membres d'AFRITAC de l'Ouest : besoins des décideurs, responsabilités institutionnelles et qualité des publications* ***Présentateur : Mme. Emilie Laffiteau, Expert macroéconomiste, AFRISTAT*** Echanges
11h30-13h00	Session 2 : Outils de prévision macroéconomique à court terme ***Modérateur : Mme Anne Epaulard, Professeur à l'Université Paris-Dauphine*** ***Appropriation d'un processus de cadrage macroéconomique à court terme : cas du modèle AYOROU*** ***Présentateur : Mme Falalou Fatimata, DPE, Niger*** *De l'utilité des modèles quasi-comptables centrés sur les tableaux ressources-emplois* ***Présentateur : M. Emèdétèmin Nonfodji, DPEE, Commission de l'UEMOA*** *Les modèles de prévision des recettes : l'exemple des recettes douanières en Côte d'Ivoire* ***Présentateur : Pr Keho Yaya, DGD, Côte d'Ivoire*** Echanges
13h00	Déjeuner
14h30-16h00	**Session 3 : Cadrages macroéconomiques, cadrages budgétaires et cadres de viabilité de la dette** ***Modérateur : M. Serigne Moustapha Sene, DPEE Sénégal*** *Cadrage macroéconomique et programmation financière : Expériences du FMI* ***Présentateur : M. Arend Kouwenaar, Consultant, ancien Chef de Mission au département Afrique du FMI*** *Cadrages macroéconomiques et cadrages budgétaires dans les pays de l'Afrique de*

	l'Ouest ***Présentateur : M. Severin Y. Kamgna, Conseiller résident AFW*** **Echanges**
16h00-16h15	**Pause café**
16h15-17h15	Travaux en atelier
17h15-17h30	Synthèse de la journée
19h00	**COCKTAIL DINATOIRE**
Vendredi 26 juin 2015	
09h00-10h00	**Session 4 : Elaboration et simulation de politiques économiques** ***Modérateur : M. Jean Le Dem, Directeur AFW*** *Quels dispositifs d'élaboration des Stratégies de Réduction de la Pauvreté ou de Développement Durable ?* ***Présentateur : M. El Hadji Fall, Conseiller économique, PNUD Benin*** *Taxinomie des chocs macroéconomiques en Afrique de l'Ouest et prise en compte dans la formulation des programmes économiques* ***Présentateur : M. Severin Y. Kamgna, Conseiller résident AFW*** *Les Modèles d' analyse d' impacts et de simulation des chocs de politique économique* ***Présentateur : Mme Anne Epaulard, Professeur à l'Université Paris-Dauphine*** **Echanges**
10h00-10h15	**Pause café**
10h15-11h30	*Besoins d'assistance technique et de développement des capacités en analyse et prévision macroéconomiques et possibles interventions d'AFRITAC de* ***l'Ouest*** ***Présentateur : M. Severin Y. Kamgna, Conseiller résident AFW*** **Echanges** *Axes prioritaires d'intervention dans le domaine de la modélisation macroéconomique à court terme en Afrique de l'Ouest (expériences récentes et possibilités de synergies et de coordination)* ***Présentateurs : Mme. Emilie Laffiteau, AFRISTAT*** ***M. Biaka Tedang Djoret, GIZ-Niger*** ***M. Theophile Kabisa, GIZ-Rwanda*** ***M. Emedetemin Nonfodji, Commission de l'UEMOA*** ***M. El Hadji Fall, PNUD Benin*** ***M. Ferdinand Mbakoup, BAD*** **Echanges**
11h30-12h00	**Synthèse générale et clôture du séminaire** ***M. Jean Le Dem***
12h00	**Déjeuner**

D. Allocution de bienvenue de Monsieur Jean Le Dem, Directeur de AFW

Monsieur le représentant de Madame la Ministre auprès du Premier Ministre chargée de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire,
Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations internationales,
Monsieur le Représentant résident du FMI en Côte d'Ivoire
Mesdames et Messieurs les Directeurs généraux de l'économie et Directeurs de la prévision des pays membres d'AFRITAC de l'Ouest,
Honorables invités,
Chers participants,
Mesdames et Messieurs

C'est pour moi un honneur et un réel plaisir de vous souhaiter la bienvenue dans cette salle, à l'occasion du séminaire régional de haut niveau d'échanges sur l'amélioration des analyses et prévisions macroéconomiques en Afrique de l'Ouest.

Permettez-moi tout d'abord de saluer, au nom de tous les participants à ce séminaire, la présence parmi nous de Madame la Ministre auprès du Premier Ministre chargée de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire. A travers vous, Madame la Ministre, nous adressons notre profonde gratitude aux autorités ivoiriennes, qui ont soutenu l'organisation de ce séminaire, traduisant l'intérêt que la Côte d'Ivoire porte à l'initiative régionale du FMI pour le renforcement des capacités des administrations publiques, financières et économiques.

Je voudrais ensuite adresser au nom de toute l'équipe de l'AFRITAC de l'Ouest et en mon nom propre, mes sincères remerciements à tous les directeurs généraux de l'économie et directeurs de la prévision ainsi que des centres de développement des capacités en gestion économique des pays membres, qui ont bien voulu suspendre leurs occupations pour participer à cette rencontre. C'est un signe fort de l'intérêt que vous portez aux thématiques qui seront abordées au cours de cette rencontre, qui, me semble-t-il, est une première du genre regroupant les hauts responsables techniques en charge de ce domaine dans les pays membres d'AFRITAC de l'Ouest. A tous, j'exprime déjà mes remerciements pour le travail déjà accompli en préparation de ce séminaire.

Enfin, je salue et exprime toute ma gratitude à l'endroit de tous les partenaires techniques et financiers qui participent activement et avec succès au renforcement des capacités humaines et institutionnelles dans la région.

Monsieur le représentant de Madame la Ministre,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

En intervenant dans le domaine de l'analyse et de la prévision macroéconomiques, l'AFRITAC de l'Ouest vise à appuyer ses États membres dans le cadre de la mise à niveau des dispositifs institutionnels, l'amélioration des dispositifs de suivi de la conjoncture et de

prévision des recettes fiscales, l'amélioration des modèles de cadrage macroéconomique et de simulation de chocs externes ou d'impact de politiques économiques.

En effet, dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, les dispositifs existants dans le domaine d'analyse et de prévision macroéconomiques souffrent de carences importantes. Ils sont souvent contraints par des cadres institutionnels peu opérationnels et insuffisamment formalisés, la faible qualité des données et le manque d'indicateurs élaborés et de modèles adéquats. De plus, l'appropriation des techniques et outils disponibles est fréquemment rendue difficile par la taille et les qualifications des effectifs dédiés. Ces carences limitent la qualité des analyses macroéconomiques à la disposition des décideurs, et la profondeur du dialogue de politique économique avec les partenaires techniques et financiers (PTF), y compris le FMI.

Par ailleurs, tous les pays de la région sont particulièrement vulnérables aux chocs exogènes comme des chocs extérieurs ou des catastrophes naturelles, en particuliers les pays classés comme fragiles. L'identification, la classification et la détermination de leur impact probable aideront les pays de la région à rechercher les meilleures politiques pour limiter leur impact et renforcer la résilience de leurs économies.

L'objectif principal de cette rencontre est d'échanger sur les dispositifs publics existant d'analyses et de prévisions macroéconomiques dans la région, les besoins de renforcement, les initiatives en cours et les axes d'intervention possibles du centre. Le présent séminaire ambitionne donc de faire un état des lieux de ces dispositifs et des initiatives de renforcement en cours, y compris celle de l'AFRITAC de l'Ouest.

Chers participants,

Seront présents pour éclairer ces échanges trois experts de ces questions. Permettez-moi de vous les présenter :

Séverin Kamgna est conseiller macroéconomique d'AFRITAC de l'Ouest depuis début 2015. Séverin nous vient de la BEAC où il avait en charge l'ensemble de la programmation monétaire de la CEMAC.

Anne Epaulard est conseillère scientifique au Commissariat général à la stratégie et à la prospective et professeure d'économie à l'Université Paris–Dauphine. Elle a travaillé à l'Institut du FMI.

Arend Kouwenaar est un ancien chef de mission du département Afrique du FMI, y compris pour la Côte d'Ivoire entre 2005 et 2009. Il est maintenant consultant économique pour plusieurs organisations internationales et pour plusieurs pays africains, y compris le Rwanda.

Finalement, Alain Féler, le représentant du FMI en Côte d' Ivoire a consenti à participer à nos travaux, et nous donnera tout à l'heure sa perspective sur les enjeux de l'amélioration des prévisions dans nos économies.

Nous regretterons par ailleurs l'absence du ministre togolais de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques, Kako Nubukpo, retenu à Lomé dans l'attente de la formation du nouveau gouvernement. Il nous a promis qu'il viendrait la prochaine fois.

Au nombre des thématiques qui seront traitées au cours de cette rencontre, figurent les questions de suivi de la conjoncture économique, du diagnostic sur la situation des économies de la région, de la prévision des recettes fiscales et de l'analyse des chocs que peuvent subir nos économies. Il est attendu, au terme de ces travaux, une cartographie plus précise des besoins de renforcement des capacités et de l'assistance des partenaires dans ce domaine. L'assistance technique est une denrée coûteuse et il nous faut bien cibler nos axes d'intervention de l'AFRITAC de l'Ouest et éviter les duplications. Au-delà de cet objectif, les participants pourront aussi réfléchir à l'utilité d'un cadre durable de concertation et de partage des bonnes pratiques. Je vous demande à cet égard d'explorer sans réserve toutes les pistes de réflexion pouvant permettre à ce séminaire de connaitre un véritable succès.

Monsieur le représentant de Madame la Ministre,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, avant de terminer mon propos, d'exprimer au nom des participants, notre profonde gratitude aux autorités ivoiriennes pour leur chaleureuse hospitalité.

Je vous remercie de votre aimable attention.

E. Discours d'ouverture du Représentant de la Ministre déléguée auprès du Premier ministre chargée de l'économie et des finances

- ***Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique et des institutions internationales et régionales présentes en Côte d'Ivoire,***
- ***Monsieur le Directeur de l'AFRITAC de l'Ouest,***
- ***Monsieur le Représentant Résident du Fonds Monétaire International en Côte d'Ivoire,***
- ***Messieurs les Directeurs Généraux de l'Economie et Directeurs des analyses et prévisions macroéconomiques des pays de l'UEMOA, de la Guinée et de la Mauritanie,***
- ***Mesdames et Messieurs les Représentants des institutions régionales***
- ***Madame et Messieurs les Experts du FMI (je reconnais Mr. Kouwenaar, ancien chef de mission pour la Cote d'Ivoire) et Conseiller de l'AFRITAC de l'Ouest,***
- ***Chers amis de la Presse,***
- ***Honorables invités,***
- ***Mesdames et Messieurs,***

Il me plait, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture **du séminaire de haut niveau sur l'amélioration des analyses et prévisions macroéconomiques**, d'adresser, au nom de Madame le Ministre auprès du Premier Ministre, empêchée, mes salutations fraternelles à tous les participants dont la présence distinguée marque la solennité de cette cérémonie.

Je voudrais, au nom de SEM Alassane Ouattara et du Gouvernement ivoirien souhaiter à tous ceux qui ont bien voulu faire le déplacement à Abidjan, la cordiale et fraternelle bienvenue à Abidjan et vous exprimer mes remerciements pour l'intérêt que vous portez aux questions d'amélioration des analyses et prévisions macroéconomiques dans notre espace communautaire.

Qu'il me soit permis d'exprimer également ma gratitude à l'endroit de AFRITAC de l'Ouest, pour son assistance technique soutenue au profit de nos cadres et pour avoir choisi la Côte d'Ivoire, pour abriter cette importante rencontre.

Madame le Ministre m'a instruit également d'adresser en son nom personnel et au nom des autres Ministres en charge des Finances de nos Etats membres du Centre AFRITAC de l'Ouest, ses chaleureuses et solennelles félicitations à Monsieur Jean Le Dem, Directeur d'AFRITAC de l'Ouest qui s'apprête à nous quitter pour Washington.

Je voudrais vous exprimer, cher Monsieur, toute notre gratitude et vous dire combien nous avons apprécié de travailler avec vous pendant les trois années passées ensemble. Où que vous seriez, sachez que nous garderons un très bon et agréable souvenir de vous ici, pour la collaboration exemplaire que vous avez su établir avec nos administrations.

Je voudrais, de façon particulière saluer la présence remarquée des représentants des partenaires techniques et financiers, notamment, de l'Union Européenne, de la GIZ, de la BAD, ainsi que des centres nationaux de renforcement des capacités en gestion macroéconomiques. Votre présence ici témoigne, une fois encore de l'intérêt que vous accordez à l'exercice combien difficile mais exaltant des prévisions macroéconomiques.

Honorables invités, Mesdames et Messieurs,

La connaissance de la situation de nos économies, des chocs susceptibles de les affecter, des délais de transmission de ceux-ci, des politiques à mettre en œuvre pour en assurer une

croissance saine, stable et inclusive, place l'analyse macroéconomique au cœur de la problématique de gouvernance économique de nos pays.

Piloter une économie nationale relève plutôt de la navigation que de la conduite automobile. Au volant d'une voiture, le conducteur peut presqu'instantanément changer de direction ou de vitesse et éviter un obstacle assez proche. Le pilote d'un navire n'a pas cette chance. Il doit anticiper au loin l'obstacle pour être en mesure de l'éviter en manipulant plus tôt son gouvernail. Et de plus, le navire continue longtemps son virage après que le gouvernail soit revenu en position initiale.

Il revient donc, à vous responsables des analyses et prévisions macroéconomiques, de fournir à bonnes dates, des informations adéquates et des analyses pertinentes sur les trajectoires des performances macroéconomiques de nos pays ; cela en fonction des obstacles qui se dressent dans l'environnement international, et de proposer les inflexions nécessaires des politiques.

Vos analyses sont des ingrédients essentiels pour l'identification des sources de vulnérabilité, l'anticipation des déséquilibres macroéconomiques et financiers, et la formulation de réponses cohérentes. Elles constituent des bases de projections budgétaires à court et moyen terme, des cadres de viabilité des déficits et de l'endettement, qu'ils soient publics ou extérieurs.

J'ose à peine égrener la liste des contraintes bien connues auxquelles vous faites face dans l'élaboration de ces analyses. Cependant, il me plait de mentionner les questions bien connues de la qualité et de la disponibilité des statistiques de base, l'inadéquation des moyens matériels et humains à votre disposition, la forte mobilité des cadres ayant une expertise avérée.

Je salue donc l'initiative du Fonds monétaire international, de nous accompagner désormais, à travers son Centre d'assistance technique, dans l'amélioration

i. de nos cadres institutionnels de gestion macroéconomique,
ii. de nos instruments, outils et supports de prévision,
iii. ainsi que dans le renforcement des capacités de nos cadres et la vulgarisation des meilleurs pratiques en la matière.

Honorables invités, Mesdames et Messieurs,

S'agissant de la Côte d'ivoire, notre politique macroéconomique s'effectue dans le cadre de la stratégie de croissance à moyen terme avec une vision d'émergence à l'horizon 2020. Le dernier Programme National de Développement (PND) s'achève cette année et des dispositions sont prises pour l'élaboration d'un PND2 (2016-2020). Pour la conception, la mise en œuvre et le suivi de ces programmes, ***la chaine de production des analyses et prévisions macroéconomiques*** est répartie entre plusieurs entités. Certaines sont couvertes par mon ministère et d'autres par ceux de mes collègues du Budget et du Plan. Elle est complétée par plusieurs structures de coordination institutionnelle, technique et opérationnelle, notamment le Comité National de Réforme des Finances Publiques (CONARIF), le Comité TOFE, et le Comité Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT).

En ce qui concerne les outils, plus de sept modèles macroéconomiques ont été développés dans le contexte ivoirien depuis les années 80, avec l'appui des partenaires techniques. Certains de ces modèles ont bénéficié des efforts de perfectionnement récemment avec la forte mobilisation de statistiques sur une longue période, et des actions sont entreprises pour rationaliser ces outils et accroitre l'appropriation des nouveaux cadres.

Par ailleurs, avec l'appui financier de l'Union Européenne, le pays s'est doté d'un modèle économétrique de prévision des recettes douanières en 2014 qui est dans sa première année d'utilisation. Nous avons aussi inscrit, en bonne place, dans la matrice des réformes des finances

publiques, le renforcement des dispositifs institutionnels et techniques de cadrage macroéconomique et budgétaire. Ce séminaire vient donc à point nommé pour nous permettre d'approfondir, avec vous, ce projet.

Mesdames et Messieurs, Chers Participants,

Ce séminaire s'articulera autour de quatre sessions :

En premier lieu, vous examinerez les conditions pour un meilleur suivi de la conjoncture économique dans les pays membres d'AFRITAC de l'Ouest, le rôle des différents acteurs, et le cadre minimum à mettre en place dans les Etats suivant les recommandations d'AFRISTAT. Ceci vous permettra d'échanger sur les cadres institutionnels pertinents à mettre en place pour renforcer la qualité des analyses macroéconomiques, rationaliser les ressources humaines, financières et matérielles qui y sont affectées et accroitre l'intérêt de l'utilisation de ces analyses dans la prise de décision et la mise en œuvre des politiques publiques.

En second lieu, l'occasion vous sera donnée d'apprécier les outils et instruments de prévision macroéconomique à court terme et les modèles spécifiques de prévision des ressources publiques utilisés.

En troisième lieu, vous aborderez les questions relatives à l'intégration du processus d'élaboration du cadrage macroéconomique dans tout le dispositif de suivi et d'élaboration de la politique publique.

Enfin, et en dernier lieu, vous aborderez l'élaboration et la simulation des politiques économiques. Il s'agira d'examiner comment transcrire rigoureusement les visions économiques des plus hautes Autorités de l'Etat, comment les illustrer avec des scenarii sur le court, le moyen ou le long terme.

Honorables invités, Mesdames et Messieurs,

Comme vous pouvez le constatez, le sujet est vaste et couvre plusieurs aspects, qui ne peuvent tous être épuisés dans le cadre de ce séminaire qui ne durera qu'une journée et demie. Toutefois, j'espère que la qualité de vos échanges, de même que les recommandations que vous ferez, permettront de bien cerner et de prioriser les besoins en renforcement des capacités et assistance technique de nos pays dans ce domaine.

C'est sur ces mots que je voudrais clore mon propos, tout en souhaitant un séminaire fructueux et en vous assurant que je ne manquerai pas de prendre connaissance avec intérêt de la teneur de vos débats et surtout de vos recommandations.

Sur ce, **je déclare ouvert le Séminaire de Haut niveau sur** ***« l'amélioration des analyses et prévisions macroéconomiques dans les pays membres d'AFRITAC de l'Ouest».***

Je vous remercie de votre aimable attention.

Tano N'GROUMA

Directeur de Cabinet Adjoint

F. Liste des participants

n°	Pays/Institution	Noms et Prénoms	Fonction
1	Burkina-Faso	M. Fidèle Bama	Directeur général de l'économie et de la planification
2	Burkina-Faso	M. Lambert Zongo	Directeur de la prévision et des analyses macroéconomiques
3	Côte d'Ivoire	Dr. Sain Oguie	Directeur général de l'économie
4	Côte d'Ivoire	Pr Aka Bedia François	Directeur de la prévision et de la conjoncture économique
5	Côte d'Ivoire	Pr. Keho Yaya	Directeur des statistiques et des études économiques, Direction générale des douanes
6	Côte d'Ivoire	Pr Bamba N'galadjo	Conseiller spécial du Ministre auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie & des Finances
7	Côte d'Ivoire	M. Sansan Hien	Sous-directeur des Prévisions économiques
8	Guinée	M. Joachim Lama (excusé)	Directeur national des études économiques et de la prévision
9	Guinée	M. Bassekou Condé	Directeur national du plan
10	Guinée (BCRG)	M. Abdoulaye Diallo	Directeur général des études et des statistiques
11	Guinée-Bissau	M. Totas Joao Correia	Directeur général de la prévision et des études économiques
12	Guinée-Bissau	M. Mussa Sambi	Directeur général de l'économie
13	Mali	M. Oumar Diall	Directeur de la prévision et des analyses macroéconomiques

nº	Pays/Institution	Noms et Prénoms	Fonction
14	Mali	M. Alassane Makan Dembele	Division Prévisions et Analyses Macroéconomiques de la Direction Nationale de la Planification
15	Mauritanie	M. Gueye Oumar Youssouf	Directeur de la prévision et de l'analyse économique /Direction Générale de la Politique Economique et des Stratégies de Développement / Ministère des Affaires Economiques et du Développement
16	Niger	Mme Falalou Fatimata	Directeur de la prévision économique
17	Sénégal	M. Serigne Moustapha Sene	Directeur de la prévision et des études économiques
18	Togo	Mme Aheba Johnson	Directrice de l'économie
19	Togo	M. Anumu Edem Ketoglo	Chef de la prévision
20	UEMOA	M. Khalidou Thiaw	Chargé des prévisions et des études économiques
21	UEMOA	M. Emedetenim Nonfodji	Directeur de la prévision et des études économiques
22	AFRISTAT	Mme Emilie Laffiteau	Expert macro-économiste
23	Union Européenne (CIV)	Mme Elise Hadman	Chef de section Economie, Gouvernance, Secteurs sociaux /Union européenne - Délégation en Côte D'Ivoire
24	Union Européenne (CIV)	M. Mody Diop	Chargé de Programmes
25	PNUD -Benin	M. El Hadji Fall	Conseiller économique
26	Banque Africaine de Développement	M. Ferdinand Bakoup	Spécialiste en chef, économie

nº	Pays/Institution	Noms et Prénoms	Fonction
27	CAPEC-CI	Pr. Esso Loesse	Chercheur
28	CAPEC-CI	Dr Fe Doukouré	Chercheur
29	CAPOD-Benin	M. Epiphane Adjovi	Directeur
30	CAPED-Niger	M. Noufou Insa	Coordonnateur
31	GIZ Rwanda	M. Thierry Kalisa	Economist - Macroeconomic capacity building project in the MoF of Rwanda
32	GIZ Niger	M. Djoret Biaka Tedang	Chef d'équipe GFA / Projet GIZ "Consultant auprès du Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire/Niger"
33	FMI	Pr. Anne Epaulard	Consultant FMI
34	FMI	M. Arend Kouwenaar	Consultant FMI
35	AFRITAC Ouest/FMI	M. Jean Le Dem	Directeur AFRITAC Ouest
36	AFRITAC Ouest/FMI	M. Severin Yves Kamgna	Conseiller AFRITAC Ouest
37	AFRITAC Ouest/FMI	M. Celaine N’gotta	Assistant recherche AFRITAC Ouest
38	AFRITAC Ouest/FMI	Mme N'GUESSAN Léonie	Assistante AFRITAC Ouest